Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 83 (1965)

Heft: 185

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 31.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen — Paraît tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés

Nr. 185 Bern, Mittwoch 11. August 1965 — 83. Jahrgang — 83e année — Berne, mercredi 11 août 1965 **No 185**

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3, 3000 Bern. Telephon Nummer 031/25 16 60 (Eidgenössisches Amt für das Handelsregister 031/61 26 40). — Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 30.50, halbjährlich Fr. 18.50, vierteljährlich Fr. 10.50, zwei Monate Fr. 7.—, ein Monat Fr. 5.—, Ausland: jährlich Fr. 40.—. Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionstarif: 25 Rp. (Ausland 30 Rp.) die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift «Die Volkswirtschaft»: Fr. 20.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3, 3000 Berne. Téléphone numéro 031/25 16 60 (Office fédéral du registre du commerce 031/61 26 40). — En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix d'abonnement: Suisse: un an 30 fr. 50; un semestre 18 fr. 50; un trimestre 10 fr. 50; deux mois fr. 7.—; un mois fr. 5.—; étranger: fr. 40.— par an. — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 25 ct. (étranger 30 ct.) la ligne de colonne d'un mm ou son espace. — Prix d'abonnement annuel à la revue mensuelle «La Vie économique»: Fr. 20.50.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. - Faillites et concordats. - Fallimenti e concordati.

Handelsregister. - Registre du commerce. - Registro di commercio.

Geschäftseröffnungsverbot - Sperrfrist gemäss Ausverkaufsordnung.

Lebo GmbH. in Liq., Zug.

Binaria A.-G., Engelberg.

Fabrik- und Handelsmarken. - Marques de fabrique et de commerce. - Marche di fabbrica e di commercio 210970-210993.

Bilanzen. - Bilans. - Bilanci.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Europäische Freihandelsassoziation (EFTA): Lockerung der Versandbestimmungen. - Association européenne de libre-échange (AELE): Assouplissement des dispositions en matière d'expédition.

Schweiz. Nationalbank, Ausweis. - Banque nationale suisse, situation hebdomadaire.

France: Loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service.

Dividenden und Renditen schweiz. Aktien im Jahre 1963 (Hinweis auf «Die Volkswirtschaft» Nr. 7).

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen Dienstag 17 Uhr, bzw. Freitag 9 Uhr, beim Schweiz. Handelsamtsblatt, Effingerstr. 3, 3000 Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, Effingerstr. 3, 3000 Berne, à 17 heures le mardi et à 9 heures le vendredi, au plus tard.

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. féd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. du Valais - Office des faillites, Sierre (1104)

Failli: Zanoli Joseph, vitrier, à Veyras.
Date du jugement: 2 juillet 1965.
Liquidation sommaire.
Délai pour les productions: 20 jours.

Ct. de Genève - Office des faillites, Genève (1114)

Failli: Pillonel Gérard-Henri, bijoutier, domicilié 6, rue Gustave-Revillod, Acacias (Genève).
Date de l'ouverture de la faillite: 20 juillet 1965.
Liquidation sommaire, art. 231 L.P.: 9 août 1965.
Délai pour les productions: 31 août 1965.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.) (L. P. 230.)

Ct. de Genève - Office des faillites, Genève (1115)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre Imwinkelried Paul, ferrailleur, associé dans la Snc Kléber et Imwinkelried, domicilié 40, route de Veyrier, à Carouge (Genève), par ordonnance rendue le 27 juillet 1965, par le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue le 9 août 1965 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 23 août 1965 la continuation de la liquidation, en faisant l'avance des frais nécessaire en Fr. 800.—, la faillite sera clôturée.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

(L.P. 249—251)

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Graduatoria

(L. E. F. 249—251)

La graduatoria originale o rettificata diventa definitiva se non è impugnata nel termine di dieci giorni con un'azione promossa davanti al giudice che ha pronunciato il fallimento.

Kt. Basel-Stadt - Konkursamt Basel-Stadt (1116)

Gemeinschuldnerin: Roger S. A., Betrieb eines Handels-, und Fabrikationsgeschäftes mit Kleidern, Pelz, Schmuck und Dekorationen, Stadthausgasse 13, in Basel.
Datum der Konkurseröffnung: 24. Juni 1965.
Ordentliches Konkursverfahren.
Erste Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 25. August 1965, nachmittags 3 Uhr, im Gerichtshause, Bäumleingasse 1 (Parterre).
Eingabefrist: bis und mit 11. September 1965.

NB. Von denjenigen Gläubigern, welche der Gläubigerversammlung nicht beiwohnen und bis zum 25. August 1965, mittags 12 Uhr, nicht schriftliche Einsprache erheben, wird angenommen, dass sie das Konkursamt zur sofortigen freihändigen Verwertung der gesamten Aktiven ermächtigen.

Kt. Basel-Stadt - Konkursamt Basel-Stadt (1117)

Nachtrag zum Kollokationsplan

Gemeinschuldner: Betz-Unold Hans, Inhaber der Firma «H. Betz, Garage zum St. Johann-Bahnhof», Entenweidstrasse 84a, in Basel.
Anfechtungsfrist: innert 10 Tagen.

Kt. Basel-Stadt - Konkursamt Basel-Stadt (1118)

Nachtrag zum Kollokationsplan

Gemeinschuldner: Parolini-Briccola Angelo, Inhaber der am 13. Januar 1965 erloschenen Firma «A. Parolini, Jura-Garage», Autogarage, Handel mit Automobilen, Bestandteilen und Autotriebstoffen, Giornicostrasse 1, in Basel.
Anfechtungsfrist: innert 10 Tagen.

Ct. Ticino - Ufficio dei fallimenti di Lugano (1106)

Si rende noto che a contare dall'11 agosto 1965 è deposta presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne visione, la graduatoria nel fallimento Signorelli Plinio, Helvetia-Incassi, Via Moncucchetto, Sorengo.

Le azioni di contestazione della graduatoria dovranno essere introdotte avanti l'autorità giudiziaria, entro dieci giorni dal deposito, altrimenti essa si considererà come riconosciuta.

Ct. de Vaud - Office des faillites, Lausanne (1105)

Etat de collocation complémentaire

Faillie: Ducal S.A., fabrication et commerce de meubles, chemin de la Colline 1 bis, Lausanne, actuellement à Le Vaud-sur-Nyon.
Date du dépôt de l'état de collocation complémentaire ensuite de l'admission partielle d'une créance contestée et l'admission de créances tardives: 11 août 1965.
Délai pour intenter action en opposition: 21 août 1965, sinon l'état de collocation complémentaire sera considéré comme accepté.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
(SchKG 268) (L.P. 268)

Chiusura del fallimento
(L. E. F. 268.)

Ct. Ticino – Ufficio dei fallimenti di Lugano (1107)

La procedura di liquidazione del fallimento

Coniugi Bernasconi-Frigerio S. a. g. l.,

calzature, Via Pretorio 11, Lugano, è ultimata e dichiarata chiusa con decreto 5 agosto 1965 del pretore di Lugano-Città.

Ct. de Genève – Office des faillites, Genève (1119)

La liquidation de la faillite de la succession répudiée de Kohler Rudolf K., qv. commerçant, agent pour la vente d'articles de bureau, 15, rue des Voisins (dp) et 52, rue Malatrex (app), Genève, a été clôturée par jugement du Tribunal de première instance du 9 août 1965.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
(SchKG. 257—259) (LP. 257—259)

Ct. de Fribourg – Office des faillites de la Sarine, Fribourg (1108)

Unique enchère d'immeubles industriels

Mardi 24 août 1965, à 10 heures 30, au Buffet de la Gare, à Rosé (Fribourg), l'office vendra les immeubles art. 34, 134 et 155 du cadastre de la commune de Corjolens, situés en bordure de la route Fribourg-Romont, à 2 km de la gare de Rosé, comprenant habitation, bureaux, ateliers, entrepôts et place de 3269 mètres (art. 34), improductif de 410 mètres (art. 134), halle de fabrication et place de 4533 mètres (art. 135), provenant de la faillite de la fabrique de parquets Ersa S.A., à Corjolens. Ces immeubles conviendraient pour une fabrique de machines, ateliers mécaniques, carrosserie, entrepôts, etc. Taxe cadastrale Fr. 780 687.—. Estimation de l'office Fr. 1 187 000.—. La vente se fera en deux lots: premier lot: art. 34, second lot: art. 134 et 135. L'adjudication du bloc est réservée. Elle sera donnée au plus offrant.

1700 Fribourg, le 11 août 1965. Le préposé.

Liegenschaftsverwertungen im Pfändungs- und Pfandverwertungsverfahren
(SchKG. 138, 142; VZG. vom 23. April 1920, Art. 29)

Es ergeht hiermit an die Pfandgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Betreibungsamt binnen der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück insbesondere auch für Zinsen und Kosten anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Innert der Frist nicht angemeldete Ansprüche sind, soweit sie nicht durch die öffentlichen Bücher festgestellt sind, von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen.

Innert der gleichen Frist sind auch alle Dienstbarkeiten anzumelden, welche vor 1912 unter dem früheren kantonalen Recht begründet und noch nicht in die öffentlichen Bücher eingetragen worden sind. Soweit sie nicht angemeldet werden, können sie einem gutgläubigen Erwerber des Grundstückes gegenüber nicht mehr geltend gemacht werden, sofern sie nicht nach den Bestimmungen des Zivilgesetzbuches auch ohne Eintragung im Grundbuch dinglich wirksam sind.

Kt. Thurgau – Betreibungsamt Neukirch-Egnach (1113)

Einzige betreibungsrechtliche Liegenschaftssteigerung

Schuldner: Nauer Xaver, Bauunternehmer, von Unteriberg, geb. 1918, zur Zeit wohnhaft in Schönberg (Freiburg).

Liegenschaft: Parzelle 1792 I im Grundbuch Egnach, in Baumannshaus, Wohnhaus (früher Wirtschaft zum «Schäfli»), versichert unter Nr. 654 für Fr. 123 000.—, Schatzung vom Jahre 1960: Scheune mit Waschküche, versichert unter Nr. 655 für Fr. 27 000.—, Schatzung vom Jahre 1957, mit 15 Aren 07 m² Gebäudegrundfläche, Hofraum und Garten. Grenzenlaut Grundbuchplan.

Betreibungsamtliche Schatzung: Fr. 135 000.—.

Die Verwertung wird verlangt infolge Betreibung des Pfandgläubigers im ersten Rang.

Steigerungstag: Freitag, den 8. Oktober 1965, 14 Uhr.

Steigerungslokal: Hotel «Traube» in Neukirch-Egnach.

Vor dem Zuschlag ist eine Anzahlung von Fr. 6000.— zu machen.

Eingabefrist: bis 3. September 1965.

9315 Neukirch-Egnach, den 9. August 1965.

Betreibungsamt Egnach.

Nachlassverträge – Concordats – Concordati

Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung – Concordat par abandon d'actif
(SchKG 316a bis 316t) (L.P. 316a à 316t)

Ct. de Vaud – Arrondissement de Vevey (1109)

Homologation d'un concordat par abandon d'actif

Par décision du 4 août 1965, le président du Tribunal du district de Vevey a homologué le concordat présenté à ses créanciers par Transpomat S.A., transports et matériaux de construction à Vevey.

Ont été désignés:

a) en qualité de liquidateur unique: M. Charles Schlienger, préposé aux poursuites à Vevey;

b) comme membres de la commission des créanciers: MM. Henri Herminjard, agent d'affaires breveté à Montreux; Louis Chabloz, agent d'affaires breveté à Aigle et Fritz Nydegger, électro-mécanicien à La Tour-de-Peilz.

1800 Vevey, le 4 août 1965. Le commissaire au sursis.

Nachlassstundungsgesuch — Demande de sursis concordataire
(SchKG 293.) (L. P. 293.)

Ct. de Fribourg – Tribunal de la Sarine, Fribourg (1110)

Gobet Joseph, chauffages centraux, rue des Alpes 23, à Fribourg, a demandé l'octroi d'un sursis concordataire.

Il sera statué sur cette demande le mardi 17 août 1965, à 15 heures, à la salle du Tribunal, maison de Justice, à Fribourg.

Les créanciers peuvent faire connaître, mais par écrit seulement, leurs motifs d'opposition à l'octroi du sursis.

1700 Fribourg, le 7 août 1965. Le président du Tribunal: R. Barras.

Kt. Solothurn – Richteramt Solothurn-Lebern, Solothurn (1111)

Den Gläubigern des Bühler Fritz, 1891, von Russikon (Zürich), Fabrikant, alte Bernstrasse 11, Solothurn, wird hiermit zur Kenntnis gebracht, dass zur Verhandlung über die Bewilligung einer Nachlass-Stundung Tagfahrt vor Amtsgericht von Solothurn-Lebern angesetzt ist auf Donnerstag, den 19. August 1965, vormittags 9¾ Uhr, nach Solothurn, Amthaus I, Parterre rechts, Zimmer Nr. 12.

Einwendungen können am Verhandlungstag mündlich oder vorher schriftlich erhoben werden.

4500 Solothurn, den 5. August 1965.

Der Amtsgerichtspräsident von Solothurn-Lebern: Dr. A. Jeger.

Ct. de Vaud – Tribunal du district, Vevey (1112)

Le mardi 31 août 1965, à 11 heures, à Vevey, rue du Simplon 38, salle du Tribunal, bâtiment de la police, je statuerai sur la demande de sursis concordataire présentée par la société Berco S.A., Corseaux, appareils pour la lutte antiparasitaire, à Corseaux.

Quiconque est en mesure de fournir tous renseignements utiles sur la requérante peut le faire par écrit avant l'audience ou se présenter à dite audience.

1800 Vevey, le 5 août 1965.

Le président du Tribunal de Vevey: A. Loude.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Kantone / Cantons / Cantoni:

Zürich, Bern, Luzern, Aargau, Ticino, Vaud, Wallis, Neuchâtel, Genève.

Zürich - Zurich - Zurigo

3. August 1965.

Prudentia Kredittreuhand-Gesellschaft Max M. Weber & Co., in Zürich 2, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 286 vom 6. Dezember 1960, Seite 3501). Diese Gesellschaft hat sich aufgelöst. Die Liquidation ist durchgeführt. Die Firma ist erloschen. Das Geschäft wird von der neuen Kollektivgesellschaft «Prudentia Kredittreuhand-Gesellschaft Max M. Weber & Co., Nachfolger A. & M. Kessler-Naef», in Zürich 2, fortgesetzt, jedoch ohne Uebernahme der Aktiven und Passiven.

3. August 1965.

Prudentia Kredittreuhand-Gesellschaft Max M. Weber & Co., Nachfolger A. & M. Kessler-Naef, in Zürich 2. Unter dieser Firma sind Alois Kessler-Naef und Emilia Kessler-Naef, beide von Schübelbach (Schwyz), in Hinwil, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Mai 1965 ihren Anfang nahm. Diese Firma setzt das Geschäft der erloschenen Kommanditgesellschaft «Prudentia Kredittreuhand-Gesellschaft Max M. Weber & Co.», in Zürich 2, fort, jedoch ohne deren Aktiven und Passiven zu übernehmen. Prüfung der Kreditwürdigkeit von Firmen und Privatpersonen; Verwaltungen. Beethovenstrasse 9.

3. August 1965. Vermittlung von Fabrikationsbetrieben.

Gitra, Gerber & Co., bisher in Richterswil, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 280 vom 29. November 1963, Seite 3393). Diese Firma hat ihren Sitz nach Zumikon verlegt. Zum Geschäftsbereich gehört nur noch die Vermittlung des An- und Verkaufs von Fabrikationsbetrieben. Der Kommanditär Hans Paul Wagner ist aus der Gesellschaft ausgeschieden. Der unbeschränkt haftende Gesellschafter Emil Gerber, nun in Zumikon, vertritt die Gesellschaft nur noch mit Kollektivunterschrift; er zeichnet zusammen mit dem Kommanditär Alois Finker, welchem ebenfalls Kollektivunterschrift erteilt ist. Geschäftsdomizil: Leugrueb 5.

3. August 1965.

Sterbekasse der Arbeiter und Angestellten der Bucher-Guyer AG, Maschinenfabrik, Niederweningen, in Niederweningen, Genossenschaft (SHAB. Nr. 165 vom 20. Juli 1964, Seite 2231). Franz Burger ist aus der Verwaltung ausgeschieden; die Unterschrift ist erloschen. Neu ist in die Verwaltung als Aktuar gewählt worden: Max Keller, von und in Endingen (Aargau) mit Kollektivunterschrift. Max Keller zeichnet ausschliesslich je mit dem Präsidenten oder mit dem Vizepräsidenten.

3. August 1965. Textilien.

Medaillon-Mode G.m.b.H. Zürich, in Zürich 3 (SHAB. Nr. 30 vom 6. Februar 1962, Seite 382). Herstellung von Textilien usw. Die Gesellschafterversammlung vom 9. Dezember 1964 hat die Statuten geändert. Die eingetragenen Tatsachen haben dadurch keine Veränderung erfahren. Dr. Fritz Peter Zwicky ist nicht mehr Geschäftsführer. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu sind zu Geschäftsführern mit Einzelunterschrift ernannt worden: Bogomir Gradisnik, jugoslawischer Staatsangehöriger, in Frankfurt am Main, und Walter Berger, von Langnau i. E., in Zollikon.

3. August 1965.
Fritz Humm, Sohn, Baugeschäft, Mech. Zimmerei, in Zürich (SHAB. Nr. 274 vom 21. November 1940, Seite 2138). Die Firma ist infolge Todes des Inhabers erloschen. Aktiven und Passiven sind von der neuen Einzelfirma «Fritz Humm Sohn», in Zürich, übernommen worden.

3. August 1965. Holz, Kohle, Heizöl usw.
Fritz Humm Sohn, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Fritz Humm-Broer, von Zürich und Strengelbach (Aargau), in Zürich 11. Diese Firma hat Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Fritz Humm, Sohn, Baugeschäft, Mech. Zimmerei», in Zürich, übernommen. Einzelunterschrift ist erteilt an Trientje Humm-Broer, von Zürich und Strengelbach (Aargau), in Zürich. Handel mit Holz, Kohlen und Heizöl; Ausführung von Autotransporten (Sachen). Wehntalerstrasse 560.

3. August 1965. Metallwaren.
Brunschweiler & Co., in Küsnacht, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 148 vom 30. Juni 1964, Seite 2014), Metallwarenfabrik. Die Kommanditärin Fanny Rüttimann geb. Brunschweiler ist aus der Gesellschaft ausgeschieden. Als Kommanditärin mit einer Kommanditsumme von Fr. 1000 ist mit im Sinne von Art. 177 ZGB erteilter Zustimmung neu in die Gesellschaft eingetreten: Margrit Brunschweiler-Braun, von Sirnach und Bischofszell, in Küsnacht (Zürich).

3. August 1965.
Weberei Tösstal AG., in Bauma (SHAB. Nr. 266 vom 13. November 1962, Seite 3266). Neu ist in den Verwaltungsrat mit Kollektivunterschrift zu zweien gewählt worden: Hans Gut, von Hittnau (Zürich), in Herisau.

3. August 1965. Apparate der chemischen Technik.
Lurgi Zürich A.G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 93 vom 23. April 1965, Seite 1261), Planung, Konstruktion und Lieferung von Anlagen und Apparaten im Gesamtbereich der chemischen Technik usw. Neues Geschäftsdomizil: Kreuzbühlstrasse 8 in Zürich 8.

3. August 1965.
Sax-Farben, Aktiengesellschaft, in Schlieren (SHAB. Nr. 165 vom 20. Juli 1964, Seite 2231). Martha Sax-Schlatter ist nicht mehr Vizepräsidentin, sondern Präsidentin des Verwaltungsrates. René Brasey, Delegierter des Verwaltungsrates und Geschäftsführer, wohnt nun in Schlieren. Neu ist ohne Zeichnungsbefugnis in den Verwaltungsrat gewählt worden: Maja Brasey-Sax, von Font (Freiburg), in Schlieren.

3. August 1965.
Igeco Aktiengesellschaft für industrielles Bauen, Zürich, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 30. Juni 1965 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Herstellung und den Vertrieb von Bauelementen für den Hoch- und Tiefbau, den Transport und die Montage derselben, die Uebernahme und Durchführung von Bauten mit vorfabrizierten Elementen, insbesondere durch die Verwertung der einschlägigen Verfahren der Igéco SA, in Etoy, sowie den An- und Verkauf von Liegenschaften. Die Gesellschaft kann im Rahmen ihres Zweckes im In- und Ausland industrielle und geschäftliche Unternehmungen jeder Art durchführen oder sich an solchen beteiligen. Das Grundkapital beträgt Fr. 3 000 000, ist zerlegt in 3000 Namenaktien zu Fr. 1000 und ist mit Fr. 600 000 einbezahlt. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Vinzenz Losinger, von Bern, in Gerzensee, Präsident; Ernst Göhner, von Zürich, in Risch, Vizepräsident; Peter Kindler, von Bolligen, in Kehrsatz, Delegierter; Hans Friedli, von Ochlenberg, in Köniz, diese vier mit Einzelunterschrift, sowie Hans Gallusser, von Berneck, in Küsnacht; Viktor Kühnlein, von Zürich, in Küsnacht, und César Tacchini, von und in Freiburg, diese drei mit Kollektivunterschrift zu zweien, wobei sie aber ausschliesslich nur unter sich oder mit einem der erwähnten vier Einzelzeichnungsberechtigten zeichnen dürfen. Geschäftsdomizil: Hegibachstrasse 47 in Zürich 7 (c/o Ernst Göhner A.G.).

3. August 1965. Metallwaren.
H. Aerni, in Dietlikon (SHAB. Nr. 245 vom 20. Oktober 1934, Seite 2348), Metallwarenfabrikation, insbesondere Kochgeschirr. Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

3. August 1965.
Genossenschaft für Alterswohnungen in Zumikon, in Zumikon. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 2. Juli 1965 eine Genossenschaft. Sie bezweckt in gemeinnütziger Weise den Bau und den Unterhalt von preiswerten Kleinwohnungen, um sie an betagte Einwohner der Gemeinde Zumikon zu vermieten. Sie kann auch weitere Aufgaben zur Betreuung betagter Personen übernehmen. Es bestehen Anteilscheine zu Fr. 100 und Fr. 1000. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet allein deren Vermögen. Publikationsorgane sind die Zürichsee-Zeitung und, soweit gesetzlich vorgeschrieben, das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus drei bis sieben Mitgliedern. Diese führen Kollektivunterschrift zu zweien. Dem Vorstand gehören an und führen Kollektivunterschrift zu zweien Reinhard Hardmeier, von und in Zumikon, Präsident; Kurt Walder, von Glattfelden, in Zumikon, und Walter Weber, von Egg (Zürich), in Zumikon. Geschäftsdomizil: Dorfstrasse 32 (bei Reinhard Hardmeier).

3. August 1965.
Gebrüder Grimm, Schreinermeister, in Turbenthal, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 302 vom 27. Dezember 1945, Seite 3250), Bau- und Möbelschreinerei. Der Gesellschafter Alfred Grimm ist aus der Gesellschaft ausgeschieden. Neu ist als Gesellschafter in die Gesellschaft eingetreten Walter Grimm-Bescotti, von und in Turbenthal. Die Firma wird geändert auf **Walter Grimm & Co., Schreinerei, Turbenthal.**

3. August 1965.
Stadelmann & Co., Repro-Studio Graphice, in Zürich 4, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 55 vom 7. März 1963, Seite 682), Erstellung von Reproduktionen für Offset- und Tiefdruck usw. Die Firma lautet nun **Repro-Studio Stadelmann & Co.**

3. August 1965. Textilien.
Licht & Co., in Zürich 4, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 188 vom 14. August 1962, Seite 2354), Handel mit und Fabrikation von Textilwaren. Der Gesellschafter Elijahu Rosengarten wohnt nun in Zürich 2. Neues Geschäftsdomizil: Badenerstrasse 313 in Zürich 3.

3. August 1965. Graphik.
Ernst Alder, in Winterthur (SHAB. Nr. 4 vom 7. Januar 1958, Seite 38), graphisches Spezialgeschäft. Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

3. August 1965. Metallwaren.
Neuenschwander & Co., in Zürich 2, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 244 vom 18. Oktober 1963, Seite 2951), Handel mit Metallwaren usw. Neues Geschäftsdomizil: Badenerstrasse 808 in Zürich 9.

3. August 1965. Zigaretten.
Turmac S.A., in Zürich 11 (SHAB. Nr. 132 vom 11. Juni 1964, Seite 1813), Gründung und Betrieb von Zigarettenfabriken usw. Dr. F. Emanuel Iselin und Gérard Burrus sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; die Unterschrift des Letztgenannten ist erloschen. Neu ist in den Verwaltungsrat ohne Zeichnungsbefugnis gewählt worden Charles Burrus, von Boncourt, in Porrentruy.

3. August 1965. Pflanzungen in überseeischen Gebieten usw.
Trobotan A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 171 vom 27. Juli 1964, Seite 2307), Betrieb von Pflanzungen in überseeischen Gebieten usw. Walter R. Diethelm ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Max Diem ist nicht mehr Präsident und Delegierter des Verwaltungsrates, bleibt jedoch Mitglied desselben und führt weiter Einzelunterschrift. Dr. Eduard Luk Keller, Mitglied des Verwaltungsrates, ist nun Präsident desselben und führt weiter Einzelunterschrift. Neu sind in den Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift gewählt worden Marc Diethelm, von Zollikon, in Küsnacht (Zürich), und Max Hürlimann, von und in Thalwil; der Letztgenannte ist zugleich Geschäftsführer.

3. August 1965.
Atlantic Finanzierungs AG, in Zürich 8 (SHAB. Nr. 162 vom 15. Juli 1965, Seite 2226). Als Mitglied des Verwaltungsrates mit Kollektivunterschrift zu zweien ist neu gewählt worden Christoph von Malaisé, deutscher Staatsangehöriger, in Ummeln bei Bielefeld (Deutschland).

3. August 1965. Dehydriertes Gemüse.
Sideco AG., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 85 vom 12. April 1965, Seite 1151), Handel mit dehydrierten Gemüsen usw. Ervin Semmel ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist als Mitglied des Verwaltungsrates mit Einzelunterschrift gewählt worden Nahum Fassa, israelischer Staatsangehöriger, in Kibbuz Bror Chail (Israel).

3. August 1965.
Rüd, Blass & Cie. vorm. Dr. E. Friedrich & Cie., Bankgeschäft, in Zürich 1, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 75 vom 31. März 1965, Seite 1010). Die Prokura von Heinz Schmid ist erloschen.

4. August 1965.
Aktiengesellschaft Franz Brozincevic & Cie., Motorwagenfabrik, Wetzikon, in Wetzikon (SHAB. Nr. 138 vom 17. Juni 1965, Seite 1908). Henri Manigley ist zum technischen Direktor mit Kollektivunterschrift zu zweien ernannt worden; seine Prokura ist erloschen.

4. August 1965. Metallprodukte.
Alcan S.A., in Zürich 8 (SHAB. Nr. 223 vom 25. September 1964, Seite 2886), Herstellung von Metallen und Metallprodukten aller Art usw. Dr. Ulrich von Freyberg ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Robert Dennis Hamer ist nicht mehr Delegierter und Präsident des Verwaltungsrates, bleibt jedoch Mitglied desselben; seine Unterschrift ist erloschen. Die Unterschriften von Dr. Charles Meiner, Dr. Paul-Marie Haenni, Ami Julien Chevalley und Hermann Weisser sind erloschen; die Genannten bleiben jedoch Mitglieder des Verwaltungsrates. Neu ist als Präsident in den Verwaltungsrat gewählt worden James Stephen Woods, kanadischer Staatsangehöriger, in Zumikon; er ist zugleich Generaldirektor und führt Einzelunterschrift.

4. August 1965.
Depositenkasse Schwamendingen der Bank Leu & Co. AG, in Zürich 11 (SHAB. Nr. 20 vom 26. Januar 1965, Seite 278), mit Hauptsitz unter der Firma «Bank Leu & Co. AG.», in Zürich 1. Hans Knopfli führt seine Kollektivunterschrift zu zweien, welche nicht mehr auf den Geschäftskreis der Depositenkasse Schwamendingen beschränkt ist, nun als Vizedirektor. Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis der Depositenkasse Schwamendingen, ist erteilt an Walter Schenkel, von Weiach, in Wallisellen.

4. August 1965.
Bank Leu & Co. AG., Filiale Stäfa, in Stäfa (SHAB. Nr. 20 vom 26. Januar 1965, Seite 278);
Bank Leu & Co. AG., Filiale Richterswil, in Richterswil (SHAB. Nr. 20 vom 26. Januar 1965, Seite 278);
Depositenkasse Heimplatz der Bank Leu & Co. AG., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 20 vom 26. Januar 1965, Seite 278);
Depositenkasse Industriequartier der Bank Leu & Co. AG., in Zürich 5 (SHAB. Nr. 20 vom 26. Januar 1965, Seite 278), mit Hauptsitz unter der Firma «Bank Leu & Co. AG.», in Zürich 1.

Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien Hans Knopfli, von Thundorf (Thurgau), in Herrliberg, Vizedirektor.

4. August 1965. Industrievertretungen.
Walter Eugster & Cie., in Zürich 9. Unter dieser Firma sind Walter Eugster, von Trogen, in Adliswil, als unbeschränkt haftender Gesellschafter, sowie Peter Bachmann, von Diessenhofen, in Zürich, und Hans Künzler, von Walzenhausen, in Oberengstringen, als Kommanditäre mit je einer Kommanditsumme von Fr. 5000, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juli 1965 ihren Anfang genommen hat. Uebernahme von Industrievertretungen. Badenerstrasse 678.

4. August 1965.
Anlagen und Immobilien Aktiengesellschaft, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 145 vom 26. Juni 1964, Seite 1979). Die Generalversamlung vom 13. Juli 1965 hat die Statuten geändert. Durch Ausgabe von 450 neuen Namenaktien zu Fr. 1000 ist das Grundkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 500 000 erhöht worden; es ist zerlegt in 500 Namenaktien zu Fr. 1000 und ist voll einbezahlt. Neu in den Verwaltungsrat wurden gewählt Erich Ruppanner, von Altstätten (St. Gallen), in Zürich, mit Einzelunterschrift, sowie ohne Zeichnungsbefugnis Dr. Jörg Rappold, von Zürich und Rheinau (Zürich), in Herrliberg. Präsident des Verwaltungsrats ist Dr. Niklaus Rappold, bisher einziger Verwaltungsrat; er führt weiterhin Einzelunterschrift.

4. August 1965. Industrieprodukte.
Iproma AG., bisher in Bülach (SHAB. Nr. 263 vom 11. November 1964, Seite 3399), Handel mit Industrieprodukten und Maschinen aller Art usw. Die Generalversammlung vom 22. Juni 1965 hat die Statuten geändert. Sitz der Gesellschaft ist nun Zürich. Eugen Schwarzer ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Dr. Heinrich Wiki, Mitglied des Verwaltungsrates, ist nun Präsident desselben; er führt wei-

ter Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomizil: Pfingstweidstrasse Nr. 101, in Zürich 5.

4. August 1965.

Schweizerische Technische Stellenvermittlung (S.T.S.) (Service Technique Suisse de placement [S.T.S.]) (Servizio Tecnico Svizzero di collocamento [S.T.S.]), in Zürich 4, Verein (SHAB. Nr. 90 vom 17. April 1962, Seite 1154). Mit Zustimmung sämtlicher Mitglieder sind die Statuten geändert worden. Die neuen Statuten datieren vom 4. Juli 1961. Der Verein ergänzt auf dem Gebiet der technischen Berufe die öffentliche Arbeitsvermittlung. Er befasst sich mit der Vermittlung von Architekten, Ingenieuren, Chemikern, Technikern und technischen Zeichnern. Der Geschäftsleiter ist befugt, ausnahmsweise auch Angehörige anderer Berufe technischer Richtung zu vermitteln. Der Verein organisiert die Entgegennahme der Anmeldungen von Stellensuchenden und der Stellenangebote von Arbeitgebern des In- und Auslandes. Er unterhält einen Publizitätsdienst über die offenen Stellen. Er erstellt monatlich eine Statistik über die Stellensuchenden und die offenen Stellen zuhanden des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA). Die Aufsichtskommission besteht aus je zwei Vertretern der mitwirkenden Berufs- und Arbeitgeberverbände sowie einem Vertreter des BIGA. Der Präsident oder Vizepräsident der Aufsichtskommission sowie der Geschäftsführer führen Kollektivunterschrift zu zweien. Die Unterschriften von Philipp Bridel, Henri Gonthier und Ernst Hablützel sind erloschen. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien Gustav Wüstemann, von Basel, in Adliswil, Präsident der Aufsichtskommission; Dr. Dietegen Aebli, von Chur und Seewis i. Pr., in Zollikon, Vizepräsident der Aufsichtskommission, sowie Max Lorenz, von Zürich und Basadingen, in Zürich, Geschäftsführer.

4. August 1965.

Grossistenverband des Tabakwarenhandels (Union des grossistes en produits du tabac) (Unione grossisti per il commercio dei tabacchi), in Zürich 6, Genossenschaft (SHAB. Nr. 269 vom 16. November 1960, Seite 3271). Die Generalversammlungen vom 1. März 1964 und 21. März 1965 haben die Statuten geändert. Es besteht nun unbeschränkte Nachschusspflicht der Genossenschafter.

4. August 1965. Kredit- und Finanzgeschäfte.

Yegen (International) A.G. (Yegen (International) S.A.) (Yegen (International) Ltd.), in Zürich 1 (SHAB. Nr. 195 vom 22. August 1963, Seite 2329). Die Generalversammlung vom 12. Juli 1965 hat die Statuten geändert. Die Gesellschaft bezweckt in erster Linie die Durchführung von Kredit- und Finanzgeschäften aller Art. Sie bezweckt ferner die unparteiische Beratung und Vermittlung (Brokerage) auf dem Gebiete des Versicherungswesens, den Kauf und Verkauf, die Registrierung und die Verwertung von Patenten, Patentrechten, Marken- und Modellschutzrechten, sowie von anderen Immaterialgüterrechten aller Art, sowie den Erwerb und die Gewährung von Lizenzen hinsichtlich der vorstehend erwähnten Rechte, wie auch von Know-How-Lizenzen. Die Gesellschaft kann auch Grundbesitz erwerben, verkaufen, mieten, vermieten und verwalten. Dr. Hans Plattner ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist in den Verwaltungsrat gewählt worden Dr. Ernst H. Walder, von Gossau (Zürich) und Hombrechtikon, in Kilchberg; er ist dessen Vizepräsident und führt Einzelunterschrift.

Bern – Berne – Berna

Bureau Aarwangen

3. August 1965.

Käsereigenossenschaft Lotzwil, in Lotzwil (SHAB. Nr. 75 vom 3. April 1964, Seite 1038). Vizepräsident Hans Jufer ist infolge Todes aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Zum neuen Vizepräsidenten wurde gewählt der bisherige Beisitzer Fritz Buchmüller, von und in Lotzwil. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit dem Präsidenten oder Sekretär.

Bureau Biel

2 août 1965. Acier, métaux, outils, machines.

Courvoisier & Co. S.A., à Bienne, importation et commerce d'acier, métaux, outils et machines (FOSC. du 15 janvier 1964, N° 9, page 112). La procuration de Pierre Henry est éteinte.

3. August 1965. Lebensmittel.

Lilly Heimberg-Bleuer, in Biel. Inhaberin dieser Firma, mit Zustimmung ihres Ehemannes Walter, ist Lilly Heimberg geb. Bleuer, von Oberwil im Simmental, in Biel. Handel mit Lebensmitteln. Gurzelenstrasse 44.

3. August 1965. Glacen, Ice-Crème.

Charles Margot, in Biel, Bäckerei und Konditorei (SHAB. Nr. 104 vom 5. Mai 1952, Seite 1166). Neue Geschäftsnatur: Glace- und Ice-Crème-Fabrikation. Neues Domizil: Passerellenweg 8.

3. August 1965. Textilwaren.

J. Reinhard & Co., in Biel, Handel mit Textilwaren, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 72 vom 29. März 1951, Seite 762). Die Gesellschaft ist seit dem 31. März 1951 aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

Bureau Nidau

4. August 1965. Autokurse.

Biel-Meinisberg A.-G., in Orpund, Betrieb fahrplanmässiger Kurse zwischen Biel und Meinisberg zur Beförderung von Personen, Postsachen und Gütern (SHAB. Nr. 206 vom 3. September 1948, Seite 2415). Aus der Verwaltung und zugleich als Mitglieder der Direktion sind infolge Rücktrittes ausgeschieden: Ernst Kasser, Präsident, und Lazar Louis Manta, Vizepräsident; ihre Unterschriften sowie diejenige von Paul Wirz, bisher Sekretär, sind erloschen. Neu sind in die Verwaltung gewählt worden: Hans Kunz-Hirsig, von und in Meinisberg, als Präsident, und Dr. Alfred Forrer, von Grabs (St. Gallen), in Port, als Vizepräsident. Sie zeichnen kollektiv zu zweien unter sich oder mit dem neuen Sekretär Ernst Kuhn-Bratschi, von und in Orpund, welcher der Verwaltung nicht angehört. Aus der Verwaltung sind ferner ausgeschieden die Mitglieder Emil Kunz, Dr. Ch. Moser, Werner Bourquin, Alphons Wyss und Hans Stauffer, der letztere zugleich als Mitglied der Direktion. Als neue Mitglieder der Verwaltung sind gewählt worden: Hans Dick, von Safnern, in Safnern, am Schaumberg; Walter König, von Wiggiswil (Bern), in Biel; Walter Brand, von Ursenbach (Bern), in Orpund; Fritz Anderegg, von Wangen a. d. A., in Bern, und Marcel Houlmann, von Soubey (Bern), in Biel. Die Direktion setzt sich nun zusammen aus: Hans Kunz, Präsident; Dr. Alfred Forrer, Vizepräsident, und Hans Dick, als Mitglied.

4. August 1965.

Elektrotechnische Anlagen Affolter & Jakob G.m.b.H., Zweigniederlassung in Nidau, elektrotechnische Anlagen (SHAB. Nr. 121 vom 25. Mai 1962, Seite 1559), Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Hauptsitz in Biel. Diese Firma wird infolge Löschung der Gesellschaft am Hauptsitz (SHAB. Nr. 166 vom 20. Juli 1965, Seite 2278) von Amtes wegen gestrichen.

4. August 1965. Elektrische Hausinstallationen usw.

Werner Schwab, in Hagneck; Erstellung, Unterhalt und Reparaturen von elektrischen Hausinstallationen, Verkauf von elektrischen Apparaten (SHAB. Nr. 15 vom 19. Januar 1962, Seite 187). Der Firmainhaber wohnt jetzt in Hagneck.

Bureau Schlosswil (Bezirk Konolfingen)

3. August 1965.

Wasserversorgungsgenossenschaft Kiesen, in Kiesen (SHAB. Nr. 167 vom 21. Juli 1947, Seite 2045). Johann Reuteler, Emil Jungi und Alfred Reber sind aus dem Vorstand ausgetreten. Ihre Unterschriften sind erloschen. In den Vorstand wurden gewählt: Fritz Leibundgut, von Wyssachen (Bern), in Kiesen, als Präsident; Ernst Lüthi, von Rohrbach (Bern), in Kiesen, als Vizepräsident; Walter Reuteler, von Saanen, in Kiesen, als Sekretär. Sie zeichnen kollektiv zu zweien.

Bureau Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

30. Juli 1965.

Begal Wimmis AG, Bedarfsmittel für die Galvanoindustrie, in Wimmis. Gemäss öffentlich beurkundetem Errichtungsakt und Statuten vom 26. Juli 1965 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Handel mit und die Fabrikation von allen einschlägigen Bedarfsmitteln für die Galvanoindustrie, Projektierung von galvanotechnischen Anlagen, Lüftungs- und Absorbtionsanlagen, sowie von Industrieabwasseranlagen. Die Gesellschaft kann sich an anderen Unternehmungen beteiligen. Das voll liberierte Grundkapital beträgt Fr. 250 000, eingeteilt in 250 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft erwirbt laut Sacheinlagevertrag vom 26. Juli 1965 von der Firma «Colasit AG», in Wimmis, mit Nutzen- und Schadenbeginn am 1. Januar 1965, Aktiven und Passiven der Galvanoabteilung gemäss Bilanz per 31. Dezember 1964, wonach die Aktiven Fr. 370 743.35 und die Passiven Fr. 23 077.60 betragen, mit einem Aktivenüberschuss von Fr. 347 665.75. Für den Uebernahmepreis von Fr. 347 665.75 erhält die Sacheinlegerin 247 voll liberierte Inhaberaktien zu Fr. 1000 sowie eine Gutschrift von Fr. 100 665.75. Der Rest des Aktienkapitals ist bar einbezahlt worden. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre, sofern deren Adressen alle bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief, andernfalls im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus wenigstens 3 Mitgliedern. Ihm gehören an: Dr. Werner Schneider, von Dieterswil (Bern), in Binningen, Präsident; Fritz Studer, von Niederried (Bern), in Spiez, Delegierter, und Fritz Straub, von Herzogenbuchsee, in Birsfelden. Fritz Studer führt Einzelunterschrift; die beiden anderen Mitglieder des Verwaltungsrates zeichnen kollektiv. Kollektivprokura zu zweien ist erteilt an Fritz Bärtschi, von Sumiswald, in Spiez, und an Alwin Mohler, von Diegten (Basel-Landschaft), in Zürich. Geschäftslokal: Stampfmatte Wimmis.

Luzern – Lucerne – Lucerna

2. August 1965. Zementwaren usw.

Beng & Cie. AG., in Luzern, Zementwaren usw. (SHAB. Nr. 147 vom 28. Juni 1965, Seite 2019). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 31. Juli 1965 wurde das Grundkapital von Fr. 100 000 durch Ausgabe von 400 Namenaktien zu Fr. 1000 auf Fr. 500 000 erhöht. Die Liberierung der neuen Aktien erfolgte durch Verrechnung mit einer Forderung gegen die Gesellschaft. Gemäss geänderten Statuten zerfällt das Grundkapital von Fr. 500 000 in 500 Namenaktien zu Fr. 1000. Alle Aktien sind voll liberiert. Die weiteren Aenderungen an den Statuten berühren publikationspflichtige Tatsachen nicht.

3. August 1965. Bäckerei, Manufakturwaren usw.

Geschwister Amrein, in Neuenkirch, Bäckerei, Mehl- und Futtermittelhandlung, Manufakturwaren, Mercerie, Spezereien, Salzverkauf (SHAB. Nr. 265 vom 13. November 1953, Seite 2730). Aus dieser Kollektivgesellschaft sind Josef Amrein infolge Todes sowie Sophie Amrein ausgeschieden. Als neue Gesellschafter sind eingetreten: Martha Amrein und Josef Amrein (1946), beide von Gunzwil und Neuenkirch, in Neuenkirch; letzterer minderjährig und vertreten durch den Vormund Josef Troxler, von und in Neuenkirch. Die Firma lautet nun: **Familie Amrein.** Einzelprokura wurde erteilt an Sophie Amrein, von Gunzwil und Neuenkirch, in Neuenkirch. Die Vormundschafts- und Aufsichtsbehörden haben gemäss Art. 421 und 422 ZGB die Genehmigung erteilt.

3. August 1965. Maschinen, Apparate.

Hydro-Progress A.G. (Hydro-Progrès S.A.), in Luzern, Maschinen, Apparate usw. (SHAB. Nr. 251 vom 26. Oktober 1961, Seite 3102). Dr. Kaspar Meier (bisher Mitglied ohne Unterschrift) ist nun Vizepräsident des Verwaltungsrates und führt Einzelunterschrift. Einzelprokura wurde erteilt an Marcel Weibel, von Dettighofen (Thurgau), in Oensingen. Neues Domizil: Obergrundstrasse 78 a (bei Arthur Huber).

3. August 1965. Gasthaus.

Edy Keiser, z. «Löwen», in Ruswil (SHAB. Nr. 282 vom 1. Dezember 1961, Seite 3499). Diese Firma wird infolge Geschäftsaufgabe und Wegzuges des Inhabers gelöscht.

3. August 1965. Liegenschaften usw.

Oikia A.G., in Vitznau, Liegenschaften usw. (SHAB. Nr. 259 vom 4. November 1955, Seite 2807). Zum administrativen Leiter mit Einzelunterschrift wurde ernannt Heinrich Stapfer, von Horgen, in Olten.

3. August 1965. Liegenschaften usw.

Luegisland A.G. Luzern, in Luzern, Liegenschaften usw. (SHAB. Nr. 138 vom 16. Juni 1961, Seite 1735). Laut öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 15. Juli 1965 sind die Statuten teilweise geändert worden. Die Gesellschaft bezweckt den Kauf und Verkauf, Bau und Umbau, sowie die Verwaltung von Liegenschaften, insbesondere die Uebernahme von Treuhandmandaten für Planung und Ueberbauung, Kauf und Verkauf, Verwaltung und Unterhalt von Liegenschaften, Gründung und Verwaltung von Stockwerkeigentum und dergleichen. Die Firma wurde geändert in **PROVISA, Bautreuhand AG, Luzern.**

Aargau – Argovie – Argovia

30. Juli 1965.
Landwirtschaftliche Genossenschaft Bremgarten und Umgebung, in Bremgarten (SHAB. Nr. 219 vom 19. September 1957, Seite 2480). Der Präsident Albert Juehli ist aus dem Vorstand ausgeschieden, womit seine Untersehrift erloschen ist. Zum Präsidenten wurde der bisherige Beisitzer Josef Sciler-Lang, von und in Fisehbaeh-Göslikon, ernannt. Der Aktuar Martin Staubli ist zurückgetreten, bleibt jedoch als Beisitzer im Vorstand; seine Unterschrift ist erlosehen. Neu wurde als Aktuar der bisherige Beisitzer Josef With-Estermann, von und in Hermetsehwil-Staffeln, gewählt. Präsident oder Vizepräsident zeiehnen kollektiv mit dem Aktuar; der Verwalter führt Einzeluntersehrift.

2. August 1965.
Bank in Menziken (Banque de Menziken), in Menziken, Aktiengesellsehaft (SHAB. Nr. 1 vom 4. Januar 1965, Seite 5). Der Prokurist Max Baumann wohnt in Menziken und der Prokurist Marcel Küng in Boniswil.

2. August 1965. Immobilien.
GLOBO Gesellschaft Reinach 6 (GLOBO Company Reinach 6), in Reinach, Beschaffung von Grundbesitz für die Mitglieder und eventuell weitere Interessenten durch Erwerb von Bauland, Erwerb, Bau und Unterhalt von Ein- und Mehrfamilienhäusern, Genossenschaft (SHAB. Nr. 101 vom 3. Mai 1965, Seite 1383). Jules Wider, Präsident und Kassier, ist aus der Verwaltung ausgesehieden. Seine Untersehrift ist erlosehen. Neu wurde als Präsident und Kassier in die Verwaltung gewählt: Eduard Schenk, von Guntershausen bei Birwinken (Thurgau), in Winterthur. Er führt Einzeluntersehrift.

2. August 1965.
Elektrizitätsgenossenschaft Riniken, in Riniken (SHAB. Nr. 232 vom 5. Oktober 1954, Seite 2535). Der Präsident Julius Rohr und der Aktuar Heinrich Aekermann sind aus dem Vorstand ausgeschieden, womit ihre Untersehriften erloschen sind. Präsident ist nun der bisherige Vizepräsident Jakob Sehlatter, der jetzt auch Bürger von Riniken ist, und Vizepräsident der bisherige Beisitzer Hermann Bühler-Wüthrich, von Pfäffikon (Zürich), in Riniken. Neu wurde als Aktuar und Kassier in den Vorstand gewählt: Karl Diethelm-Vollmar, von Innerthal (Sehwyz), in Riniken. Präsident, Vizepräsident und Aktuar zeichnen kollektiv zu zweien.

2. August 1965. Milehprodukte.
Ernst Loosli, in Sehinznaeh-Bad, Milch-, Butter- und Käsehandlung (SHAB. Nr. 303 vom 26. Dezember 1952, Seite 3159). Diese Firma ist infolge Gesehäftsaufgabe erloschen.

2. August 1965.
Heinrich Fuchs, Masehinenbau & Revisionen, in Bremgarten. Inhaber dieser Firma ist Heinrich Fuchs-Frei, von Hornussen (Aargau), in Bremgarten (Aargau). Herstellung und Verkauf von mechanisehen Maschinen, insbesondere von hydraulisehen Pressen; Reparaturen und Umbauten von Masehinen und Einzelteilen. Luzernerstrasse 430.

2. August 1965.
ALVO Kunststoff- und Apparatebau AG, in Lenzburg, Herstellung und Verkauf von Kunststoffteilen, Apparaten und Maschinen, Beratung in der Herstellung von Kunststoffteilen, mit Zweigniederlassung in Aarau (SHAB. Nr. 52 vom 4. März 1965, Seite 684). Gemäss öffentlieher Urkunde über die Generalversammlung vom 27. Juli 1965 wurden die Statuten revidiert. Die Firma lautet nun: **ESI Kunststoff- und Apparatebau AG.**

2. August 1965. Gasthof-Restaurant.
A. Ledergerber, in Aarburg, Betrieb des alkoholfreien Gasthofes und Restaurants «Bären» (SHAB. Nr. 30 vom 6. Februar 1952, Seite 357). Diese Firma ist infolge Gesehäftsabtretung erlosehen.

2. August 1965.
Sporthaus Werder AG, in Aarau, Détail- und Engroshandel mit Sportbekleidung, Sportgeräten und andern verwandten Artikeln (SHAB. Nr. 35 vom 14. Februar 1964, Seite 478). Gemäss öffentlieher Urkunde über die Generalversammlung vom 27. Juli 1965 wurden die Statuten revidiert. Die Firma lautet nun: **Sporthaus Olympia Werder AG.** Eine weitere Aenderung berührt die zu publizierenden Tatsaehen nicht. Gustav Werder-Richter, Präsident, ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Seine Untersehrift ist erlosehen. Neuer Präsident ist Gustav Werder-Werder, bisher Vizepräsident, weiterhin mit Einzelunterschrift. Sodann ist Einzeluntersehrift erteilt worden an das bisherige Verwaltungsratsmitglied Hans Werder, von Schinznach-Bad, in Lenzburg.

2. August 1965.
Integritas Treuhand AG, in Lenzburg, Ausübung aller Treuhandgeschäfte, insbesondere Büeherrevisionen und Expertisen, Wirtschafts-, Buehhaltungs-, Finanz- und Steuerberatung, Organisation des betrieblichen Reehnungswesens (SHAB. Nr. 222 vom 24. September 1964, Seite 2878). Dr. Hans Anton Wyss-Kreyscher und Dr. Jürg Gilly sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Ihre Untersehriften sind erloschen. Werner Weilenmann, bisher Präsident, ist nun einziges Mitglied des Verwaltungsrates und führt weiterhin Einzeluntersehrift.

2. August 1965.
Math. Sehlatter, Bauunternehmung, Würenlos, in Würenlos. Inhaber dieser Firma ist Mathias Sehlatter-Leupp, von Otelfingen (Zürich), in Würenlos. Bauunternehmung (Hochbau), Handel mit Grundstücken und Liegensehaften. Breitlen 716.

2. August 1965. Fahrradrahmen usw.
Aarios A.-G., in Aarau, Fabrikation von und Handel mit Fahrradrahmen und Bestandteilen (SHAB. Nr. 223 vom 24. September 1957, Seite 2527). Dr. Beat Hugo Kressebuch, Präsident, ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Seine Untersehrift ist erlosehen. Franz Horlaeher, bisher Vizepräsident, ist nun einziges Mitglied der Verwaltung und führt weiterhin Einzeluntersehrift.

2. August 1965.
Theodor Hirzel Autospritzwerk Rudolfstetten, bisher in Rudolfstetten-Friedlisberg, Autospritzwerk (SHAB. Nr. 164 vom 17. Juli 1961, Seite 2080). Der Sitz dieser Firma ist nach Bremgarten verlegt worden, wo der Firmainhaber nun wohnt. Die Firma lautet jetzt: **Th. Hirzel.** Die Natur des Geschäftes wird neu wie folgt umschrieben: Reparatur von Kunststoffkarosserien und dergleiehen, Betrieb eines Autospritzwerkes. Wohlerstrasse 322.

2. August 1965. Finanzierung von Projekten usw.
Pitag AG., in Aarau, Finanzierung von Projekten, Verwaltung von Patenten und Abgabe von Lizenzen (SHAB. Nr. 52 vom 5. März 1964, Seite 718), Jakob Lerchmüller ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erlosehen. In den Verwaltungsrat wurde gewählt: Ernst Hunziker-Baumann, von Oberkulm, in Suhr. Er führt Einzelunterschrift.

2. August 1965.
Regina Kaufhaus A.G., in Baden, Betrieb eines Warenhauses in Baden (Aargau) usw. (SHAB. Nr. 216 vom 17. September 1964, Seite 2809). In der Generalversammlung vom 26. Juli 1965 wurde das Grundkapital von Fr. 1 000 000 auf Fr. 1 400 000 erhöht durch Ausgabe von 400 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Die Statuten sind entspreehend revidiert worden. Das Grundkapital beträgt nun Fr. 1 400 000, eingeteilt in 1400 Inhaberaktien zu Fr. 1000, welche voll einbezahlt sind.

2. August 1965. Lebensmittel usw.
Algrado AG (Algrado SA) (Algrado Ltd.), in Münchwilen. Unter dieser Firma besteht gemäss Statuten und Gründungsurkunde vom 30. Juli 1965 eine Aktiengesellsehaft. Sie bezweekt die Finanzierung von Geschäften mit Waren aller Art im In- und Ausland, die Vermittlung derartiger Finanzierungsgesehäfte sowie den Handel mit Waren aller Art, insbesondere aus dem Lebensmittelgebiet. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 einbezahlte Namenaktien zu Fr. 1000. Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingesehriebenen Brief. Publikationsorgan ist das Sehweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern. Einziges Mitglied ist Werner Denz, von und in Münehwilen (Aargau). Er führt Einzelunterschrift. Geschäftsadresse: Oberdorf 4.

Tessin – Tessin – Ticino

Ufficio di Bellinzona

29 luglio 1965. Alimentari.
Coniugi Monico-Cioldi, in Giubiaseo. Pasquale-Emilio Monieo e moglie Giacomina Monieo nata Cioldi, ambedue da Chironico, in Giubiasco, hanno costituito, sotto questa ragione sociale, una società in nome eollettivo a partire dal 1° ottobre 1964. Negozio di alimentari. La soeietà è vineolata dalla firma individuale dell'associato Pasquale Monieo, nonchè dalla firma eollettiva di entrambi i soei. Via Rovedaro.

Ufficio di Locarno

28 luglio 1965. Beni mobili e immobili, eee.
Puntarenas S.A., in Locarno. Società anonima costituita con atto pubblieo e statuti del 22 luglio 1965. Scopo: la eompera, la vendita, la eostruzione e la locazione, nonchè la gestione dei beni mobili ed immobili; la partecipazione ad imprese commerciali ed industriali; l'amministrazione del patrimonio di proprietà di terzi; operazioni finanziarie di ogni genere ed ogni altra transazione finanziaria e eommereiale eonnessa a questo scopo, eseluso il eommercio di titoli e divise monetarie. In partieolare la società intende aequistare la partieella N° 63 di Sant'Abbondio, per il prezzo di fr. 200 000.—. Capitale: fr. 50 000, suddiviso in 100 azioni al portatore da fr. 500 eadauna, interamente liberato. Pubblieazioni: sul Foglio ufficiale del Cantone Tieino, salvo quelle ehe devono essere fatte sul Foglio uffieiale svizzero di commercio; eomunieazioni agli azionisti: a mezzo lettera raceomandata, se noti i nomi e gli indirizzi. Amministrazione: consiglio d'amministrazione composto da uno a cinque membri; attualmente da un amministratore unieo nella persona di Franz Winiker, da Triengen (Lueerna), in Minusio, eon firma individuale. Recapito: presso studio Franz Winiker, Casa Flli. Simona, Via San Franeesco.

Ufficio di Lugano

2 agosto 1965.
Piani di vendita e amministrazioni S.A. (Absatzplanung und Verwaltung A.G.) (Gestions et plans de vente S.A.) (Sales planning and management Ltd.), a Melano (FUSC. del 24 dieembre 1963, N° 301, pagina 3647). La società è sciolta in seguito a fallimento pronuneiato eon deereto del 14 luglio 1965 dal pretore della giurisdizione di Lugano-Ceresio.

2 agosto 1965. Osteria, eee.
Molinari Amelia, a Lamone. Titolare: Amelia Molinari nata Sabbioni, da Zurigo, in Lamone, agente eon il eonsenso del marito Amedeo Molinari. Esereizio dell' «Osteria degli Amici». Stabile Carlo Bobbià.

2 agosto 1965. Architettura, eec.
Studio 13 Pazzallo S.A., a Pazzallo. Società anonima con atto notarile e statuto del 30 luglio 1965. Seopo: lo svolgimento di incarichi di architettura di ogni genere. Capitale: fr. 50 000, diviso in 50 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberato. Pubblicazioni: Foglio uffieiale svizzero di commereio. Amministrazione: 1 o più membri, attualmente da un amministratore unico con firma individuale che è Friedrich Burg-Leu, da Neuhausen (Seiaffusa), in Muttenz (Basilea-Campagna). Uffici propri.

Distretto di Mendrisio

2 agosto 1965.
Immobiliare Nogarina S.A., in Mendrisio. Sotto questa ragione sociale è stata eostituita una società anonima avente per scopo la costruzione, la mediazione, l'aequisto, la gestione e la vendita di beni immobili con facoltà di partecipare ad altre società similari. L'atto di eostituzione e gli statuti sono in data 29 luglio 1965. Il eapitale soeiale è di fr. 50 000, suddiviso in 50 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, interamente liberate. Le pubblieazioni verranno fatte a mezzo del Foglio uffieiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un eonsiglio di amministrazione eomposto da uno a tre membri. Attualmente è retta da un amministratore unico nella persona di Rino Bazzurri, da Pregassona, in Mendrisio, il quale impegnerà la società eon firma individuale. Reeapito: c/o sig. Rino Bazzurri, Mendrisio, via Raneate.

2 agosto 1965. Immobili.
Mamano S.A., in Novazzano. Sotto questa ragione sociale è stata costituita una soeietà anonima avente per scopo la eompra e la vendita di immobili, l'amministrazione degli stabili, la gerenza e la costruzione degli stessi, nonchè la parteeipazione a soeietà similari. L'atto di costituzione e gli statuti sono in data 30 luglio 1965. Il eapitale sociale è di fr. 50 000, suddiviso in 50 azioni al portatore da fr. 1000 cadauna, liberate in ragione del 40% (fr. 20 000). Le pubblicazioni verranno fatte a mezzo del Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un eonsiglio di amministrazione eomposto da uno a cinque membri; attualmente è retta da un amministratore unico nella persona di Mario Malfanti, da Sonvico, in Morbio Inferiore, il quale impegnerà la società con firma individuale. Recapito: Novazzano, uffici propri.

2 agosto 1965. Impianti riscaldamenti, ecc.
Fratelli Maroni fu Virginio, in Mendrisio, fabbricazione e vendita di stufe ed impianti per riscaldamenti eentrali e riparazioni affini in genere (FUSC. del

26 luglio 1930, N° 172, pagina 1590), società in nome collettivo. La società ha modificato lo scopo come segue: impianti di riscaldamenti centrali, impianti sanitari, fabbricazione e vendita di stufe, impianti di ventilazione e condizionamento d'aria, riparazioni affini in genere.

Waadt - Vaud - Vaud

Bureau d'Aigle

3 août 1965. Immeubles, participations.
S.I. Les Roseyres, à Aigle, société anonyme (FOSC. du 17 septembre 1962, page 2649). Le domicile de l'administratrice Andrée Sneiders, ainsi que les bureaux de la société sont transférés à Monthey, 33, route de Collombey.

Bureau d'Aubonne

31 juillet 1965. Literie, articles de camping, sellerie, etc.
Etablissement R. Caillet S.A., à Aubonne. Suivant acte authentique et statuts du 31 juillet 1965, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but la fabrication et le commerce de tous articles de literie «Elite», de sacs de couchage, d'articles de camping et de sports; l'exploitation d'une sellerie, la fabrication et le commerce de tous articles en cuir ou de sellerie, ainsi que l'exploitation d'une carrosserie; toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, en relation avec le but, en Suisse ou à l'étranger, ainsi que la participation à toutes entreprises; l'acquisition, la vente et la gérance de titres, d'immeubles, la construction, la transformation et l'exploitation de tous immeubles, la constitution et la radiation de tous droits réels immobiliers. Le capital social de fr. 378 000, est divisé en 378 actions nominatives, de fr. 1000 chacune. Le capital social est entièrement libéré. Il est fait apport à la société de l'actif et du passif de la maison exploitée par les apporteurs Marianne Cesa-Caillet, Maurice, Yvonne et Edith Caillet, à Aubonne, sous la raison individuelle «Mme Vve Robert Caillet», sellerie, carrosserie, fabrication de matelas «Elite» et fourniture en gros pour literie, selon bilan au 2 janvier 1965 annexé à la convention d'apports, accusant un actif de fr. 685 279.51 (immeubles, marchandises, mobilier, brevet, véhicules, débiteurs, caisse, chèques postaux, banques) et un passif de fr. 407 279.51 (créanciers chirographaires et hypothécaires, fournisseurs, réserves), soit un actif net de fr. 278 000. Le dit apport a été accepté pour le prix de fr. 278 000, contre remise aux apporteurs de 278 actions nominatives de fr. 1000 chacune, entièrement libérées. La société est mise et subrogée dans tous les droits et obligations de la maison «Mme Vve R. Caillet» dont elle aura les profits et les charges avec effet rétroactif au 2 janvier 1965. L'assemblée générale est convoquée par avis personnel adressé à chaque actionnaire. L'organe de publicité de la société est la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration de un à cinq membres. Il est composé de: Yvonne Caillet, de Maracon, à Aubonne, secrétaire, et Maurice Caillet, de Maracon, à Aubonne, président. La société est engagée par la signature collective des deux administrateurs. Domicile: Rue du Lignolat.

Bureau d'Avenches

2 août 1965. Hôtel-restaurant.
Roger Antonietti, à Cudrefin. Le chef de la maison est Roger Antonietti, de Bussy-Chardonnay, à Cudrefin. Hôtel-restaurant à l'enseigne «Hôtel de Ville», à Cudrefin.

Bureau de Cossonay

26 juillet 1965. Café-restaurant, hôtel.
Pierre Bobba, à Mex. Le chef de la maison est Pierre Bobba, d'origine italienne, domicilié à Mex. Exploitation d'un café-restaurant, hôtel à l'enseigne «Auberge au Mai», à Mex.

Bureau d'Echallens

30 juillet 1965. Epicerie-mercerie.
Ed. Mermoud, à Assens, épicerie-mercerie (FOSC. du 29 février 1960, N° 49, page 705). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

30 juillet 1965. Epicerie-mercerie.
Paul Wiederhirn, à Assens. Le chef de la maison est Paul Wiederhirn, de Massongex (Valais), à Assens. Epicerie-mercerie.

Bureau de Lausanne

Rectification.
Motorfinance S.A., à Lausanne, financement de la vente à crédit de véhicules à moteur et d'autres objets mobiliers (FOSC. du 21 juillet 1965, page 2293). Hermann Jeanrenaud a été nommé directeur et non administrateur.

24 juillet 1965. Participations, etc.
Turline S.A., précédemment à Montreux (FOSC. du 22 février 1961, page 534). Siège social transféré à Lausanne. Les statuts originaires, portant la date du 20 mai 1953, ont été modifiés en conséquence le 5 juillet 1965. But: la participation à des entreprises commerciales, industrielles et financières. Capital: fr. 50 000, divisé en 50 actions au porteur de fr. 1000, entièrement libérées. Publications: Journal de Montreux et Feuille officielle suisse du commerce. Conseil: 1 à 5 membres: Henri Grandjean, de La Chaux-de-Fonds, au Mont-sur-Lausanne, président; Roger Rognon, de et à Montreux, secrétaire, et Marcel Calame, du Locle, à Lausanne. La société est engagée par la signature individuelle des administrateurs et du directeur Pierre-Henri Grandjean, de La Chaux-de-Fonds, à Zurich, et par la signature collective à deux du fondé de procuration Alexandre de Coudenhove-Kalergi, de Gessenay, à Zurich. Bureaux: Place St-François 12 bis (chez société fiduciaire Lémano).

30 juillet 1965. Articles de parfumerie.
A. Eichenberger, à Lausanne, fabrication et commerce d'articles de parfumerie; exploitation de «Tea-room de Riant Soleil» (FOSC. du 9 août 1950, page 2074). Dans son audience du 8 juillet 1965, le président du Tribunal du district de Lausanne a prononcé la faillite du titulaire.

2 août 1965. Café.
Paul Devolz, à Lausanne, exploitation du café à l'enseigne «Café des 22 cantons», laboratoire de prothèse dentaire à façon (FOSC. du 17 juillet 1957, page 1938). Le titulaire modifie l'enseigne en «Café du Progrès». Nouvelle adresse: rue de l'Ale 46.

2 août 1965. Produits de nettoyage, produits de beauté.
Mme S. Béguin, à Lausanne. Chef de la maison: Suzanne Béguin, épouse autorisée de Jean Béguin, de Rochefort (Neuchâtel), à Lausanne. Fabrication et vente de produits de nettoyage et d'entretien; commerce de produits de beauté. Avenue du Léman 8 bis.

2 août 1965.
Compagnie Financière et de Crédit S.A., à Lausanne, transactions financières (FOSC. du 6 avril 1965, page 1081). L'administrateur Max Hommel est démissionnaire. Procuration collective à deux avec un administrateur ou le directeur ou le sous-directeur est conférée à Walter Debrunner, de Felben (Thurgovie), à Lausanne.

Bureau de Morges

24 juillet 1965. Importation, exportation de tous produits.
Tradintex S.A., à Chavannes-Renens. Suivant acte authentique et statuts du 9 juillet 1965, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente, l'importation et l'exportation de tous produits, la représentation et l'exploitation de licences. La société peut assumer des participations à toutes entreprises semblables ou similaires. La société peut s'intéresser à des affaires immobilières et financières. Le capital social de fr. 50 000 est divisé en 100 actions de fr. 500 chacune, nominatives et entièrement libérées. Selon contrat d'apports du 9 juillet 1965, il a été fait apport à la société de certains actifs et passifs de la maison «Pierre Jaccoud», à Chavannes-Renens. Actifs (caisse, compte courants bancaires, débiteurs, marchandises, actifs transitoires, installations et véhicules) pour fr. 128 908.15. Passifs (fournisseurs, dettes pour installations, dettes pour frais généraux et provision pour un procès) pour fr. 80 214.27. En compensation de la valeur nette de ses apports, acceptés avec effet rétroactif au 1er avril 1965 pour le prix de fr. 48 693.88, l'apporteur a reçu 96 actions de fr. 500 chacune, entièrement libérées, le solde de fr. 693.88 représentant une créance de l'apporteur contre la société. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Conseil d'administration de 2 à 7 membres. Administrateurs: Pierre Jaccoud, de Puidoux, à Prilly, président et administrateur-délégué; Pierre Schick, de Dicki (Berne), à Lausanne. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou par la signature collective des deux administrateurs. Domicile: Rue Centrale 26 (dans les locaux de la société).

Bureau de Nyon

2 août 1965. Installations électriques, etc.
Rhône-Electra S.A., Genève, succursale de Nyon (Rhône-Electra A.G., Genf, Filiale Nyon), à Nyon. Sous cette raison sociale, la société anonyme «Rhône-Electra S.A., Genève», à Genève, ayant pour but la construction et le montage d'installations électriques telles que stations à haute tension, à basse tension, stations de distribution, construction d'appareillages électriques, lampes fluorescentes et autres, ainsi que toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières en relation avec les objets ci-dessus, notamment sous forme de participations, inscrite sur le registre du commerce de Genève le 15 mars 1961 (dernière publication: FOSC. du 28 juillet 1965, N° 173, page 2369), a, suivant décision de son conseil d'administration du 31 juillet 1965, créé une succursale à Nyon. La succursale est engagée par la signature individuelle d'Etienne Wuarin, de et à Cartigny, administrateur unique, et par la signature individuelle de Tony Feller, de Strättligen (Berne), à Nyon, fondé de pouvoir de la succursale. Bureaux de la succursale: chemin d'Eysins 10bis.

2 août 1965.
Société immobilière de la Bergerie S.A., à Nyon (FOSC. du 8 novembre 1960, N° 262, page 3185). Les administrateurs Jean Duruz et Ernest Abravanel ont démissionné; leurs signatures sont radiées. Ernest Meier (jusqu'ici président) est actuellement seul administrateur; il engage la société par sa signature individuelle.

3 août 1965. Salon de coiffure.
Ueltschi Walter, à Nyon. Le chef de la maison est Walter Ueltschi, d'Oberwil (Berne), à Crans. Exploitation d'un salon de coiffure pour dames, à l'enseigne «Pompadour». Place de la Gare 1.

Bureau de Vevey

2 août 1965. Bâtiments, travaux publics.
Entreprise N. Rimella, à Vevey, bâtiments et travaux publics (FOSC. du 26 décembre 1960, page 3712). Procuration collective à deux est conférée à Adolphe Protti, de Syens (Vaud), à Moudon.

2 août 1965.
Société Immobilière de la Crétaz de Chernex, à Montreux, société anonyme dissoute et liquidée (FOSC. du 24 juin 1965, page 1984);
Société Immobilière de la Place du Marché A, à Vevey, à Vevey, société anonyme dissoute et liquidée (FOSC. du 30 décembre 1964, page 3908).
Ces deux sociétés sont radiées avec l'accord des administrations fiscales.

2 août 1965.
Union de Banques Suisses, succursale de Montreux (FOSC. du 24 juin 1964, page 1958), société anonyme avec siège à Zurich. Le sous-directeur Roger Egli est maintenant directeur adjoint; ses pouvoirs collectifs sont modifiés en ce sens.

Bureau d'Yverdon

2 août 1965. Immeubles.
S.I. Conforta-Yverdon S.A., à Yverdon (FOSC. du 29 décembre 1960, page 3752). Le conseil d'administration est actuellement formé de: Paul Savary, président, et Maurice Savary, secrétaire, tous deux de Granges-Marnand, y domiciliés, lesquels engagent la société par leur signature collective à deux. Les pouvoirs de Gabriel-Jean-Baptiste Tésaury et de Gustave-Roger Vallotton, président et administrateur démissionnaires, sont éteints, ainsi que ceux de Louis-Pierre François Pizzera, administrateur décédé. Le domicile légal reste rue des Remparts 6.

2 août 1965.
Société de laiterie d'Ursins, à Ursins, société coopérative (FOSC. du 18 décembre 1961, page 3671). Arthur Burdet, président, et Georges Burdet, secrétaire, les deux d'Ursins et y domiciliés, signent collectivement. Les pouvoirs d'Edmond Burdet et de Gilbert Christin, président et secrétaire démissionnaires, sont éteints.

3 août 1965.
J. Gisiger, Import-Vente, à Yverdon. Le chef de la maison est Jean Gisiger, de Hauenstein (Soleure), à Yverdon, époux séparé de biens de Bluette née Perrin. Importation et vente d'articles pour hôtels, cafés-restaurants et bars. Rue des Chaînettes 28.

Wallis – Valais – Vallese

Bureau Brig

30. Juli 1965.
Darlehenskasse Saas-Grund, in Saas-Grund, Genossenschaft (SHAB. Nr. 4 vom 7. Januar 1952). Aus dem Vorstand sind ausgeschieden: Theophil Zurbriggen, Präsident; Josef Kalbermatten, Vizepräsident, und Alois Venetz, Aktuar; ihre Unterschriften sind erloschen. Neu sind in den Vorstand gewählt worden: Gustav Bumann, von und in Saas-Grund, als Präsident; Ambros Anthamatten, von und in Saas-Almagell, als Vizepräsident, und Peter-Ludwig Zurbriggen, von und in Saas-Grund, als Aktuar. Präsident, Vizepräsident, Aktuar und Kassier führen Kollektivunterschrift zu zweien.

Bureau de St-Maurice

2 juillet 1965.
Société coopérative de logement de Sembrancher, à Sembrancher. Selon statuts du 21 mai 1965, il a été formé, sous cette raison sociale, une société coopérative en vue de procurer des logements salubres aux familles de condition modeste en acquérant ou construisant des bâtiments. Il est émis des parts sociales de fr. 1000. Les associés sont exonérés de toute responsabilité personnelle quant aux engagements sociaux. La société acquiert une surface de 2300 m² à détacher de l'article 63 au lieu dit Gravennaz sur Sembrancher. L'assemblée générale est convoquée par avis personnels. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce quand la loi le prescrit, sinon dans le Bulletin officiel du canton du Valais. L'administration se compose de trois à cinq membres, actuellement de Léon Voutaz, de Sembrancher, président; Edmond Moulin, de Vollèges, vice-président, et Raphaël Formaz, d'Orsières, secrétaire; les trois à Sembrancher. La société est engagée par les signatures collectives du président et d'un autre membre de l'administration. Adresse de la société: chez Léon Voutaz.

30 juillet 1965.
Elsa Entreprise Electrique S.A. succursale de Martigny, à Martigny. Sous cette raison sociale, la société anonyme «Elsa Entreprise Electrique S.A.», à Sion, exploitation de magasins de vente d'appareils électriques et toutes opérations se rapportant à ce but, inscrite sur le registre du commerce de Sion le 23 septembre 1963 (dernière publication: FOSC. du 24 mai 1965, page 1643) a, selon décision de son conseil d'administration du 30 mars 1965, créé une succursale à Martigny. La succursale est engagée par les signatures collectives à deux des administrateurs François Couchepin, de et à Martigny, président; Michel Biselx, de et à Orsières, vice-président; Ferdinand Rausis, de et à Orsières, secrétaire; Joseph Pitteloud, de et aux Agettes, membre, et du directeur de la succursale Camille Tornay, de et à Orsières. Bureau de la succursale: avenue de la Poste, bâtiment Préville.

3 août 1965. Transports, terrassements, etc.
André Golliard et fils, à Monthey, transports de choses, société en nom collectif (FOSC. du 1er décembre 1964, page 3612). La société ajoute à son activité l'exploitation de carrières, les travaux de terrassement et les réparations de véhicules à moteur.

3 août 1965. Boulangerie, épicerie, tea-room.
Benoît Lugon-Moulin, à Charrat (FOSC. du 27 juillet 1955, page 1965). L'inscription est radiée par suite de cessation de commerce.

3 août 1965. Hôtel-café-restaurant.
Hermann Heitz, à St-Maurice (FOSC. du 25 octobre 1954, page 2729). L'inscription est radiée d'office du registre du commerce de St-Maurice par suite du transfert du siège de la maison à Lavey-Morcles (FOSC. du 15 juillet 1965, page 2230).

Neuenburg – Neuchâtel – Neuchâtel

Bureau de Cernier (district du Val-de-Ruz)

3 août 1965. Hôtel.
Louis Liechti, à Dombresson, exploitation d'un hôtel à l'enseigne «Hôtel de Commune» (FOSC. du 23 novembre 1945, N° 275, page 2905). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

3 août 1965. Hôtel.
A. Stangl-Liechti, à Dombresson. Le chef de la maison est Adelheid-Marlyse Stangl née Liechti, de Landiswil (Berne), à Dombresson. Exploitation d'un hôtel à l'enseigne «Hôtel de Commune».

Genf – Genève – Ginevra

30 juillet 1965. Café-glacier.
Mme C. Ding, à Genève, café-glacier à l'enseigne «Café-Glacier Délices-Parc» (FOSC. du 25 janvier 1962, page 251). L'inscription est radiée par suite de remise de l'exploitation.

30 juillet 1965. Epicerie, primeurs.
Mme D. Kapsimidis, à Genève, épicerie et commerce de primeurs (FOSC. du 11 octobre 1962, page 2909). L'inscription est radiée par suite de remise de l'exploitation.

30 juillet 1965. Objets souvenirs, etc.
Suimpex SA, à Genève, achat, vente, importation et exportation de tous objets souvenir, etc. (FOSC. du 25 septembre 1964, page 2889). Nouvelle adresse: 7, rue Cherbuliez.

30 juillet 1965. Matériel radio, télévision, etc.
Equipel SA, à Carouge, commerce en gros de matériel de radio, télévision, etc. (FOSC. du 1er juillet 1964, page 2030). Le capital de fr. 60 000 est maintenant entièrement versé. Conversion des 120 actions de fr. 500 formant le capital, en 60 actions de fr. 1000. Capital porté de fr. 60 000 à fr. 120 000 par l'émission de 60 actions de fr. 1000, nominatives. Capital: fr. 120 000, entièrement versé, divisé en 120 actions de fr. 1000, nominatives. Statuts modifiés le 23 juillet 1965. Jacques Brocher, membre et président du conseil d'administration (inscrit), a été nommé en outre administrateur délégué; il signe désormais individuellement. Procuration collective à deux a été conférée à Janine Deripp, de France, à Plan-les-Ouates. Nouvelle adresse: 32–34, rue des Noirettes.

2 août 1965. Articles textiles.
B. Fradkoff, à Carouge, commerce d'articles textiles à l'enseigne «Scampolo» (FOSC. du 18 janvier 1961, page 180). L'inscription est radiée par suite de cessation de l'exploitation.

2 août 1965. Appareils radio et télévision.
Perret et Mégard, à Genève, société en nom collectif. Date du commencement de la société: 1er août 1965. Associés: Jaques Perret, de Vulliens (Vaud), à Genève, et Claude Mégard, de Bardonnex, à Genève. Achat, vente et réparation d'appareils de radio et de télévision. 11, rue Sillem.

2 août 1965.
Garage Transpare, A. Schmutz & W. Müller, à Genève, société en nom collectif. Date du commencement de la société: 1er août 1965. Associés: Armand Schmutz, de Bösingen (Fribourg), à Genève, et Willy Müller, de Frutigen (Berne), à Genève. Signature: collective des deux associés. Garage et atelier de réparations pour véhicules à moteur. 25, rue du Stand.

2 août 1965. Produits textiles.
Castex SA, à Genève, tous produits dans la branche textile (FOSC. du 21 février 1961, page 522). Henri Vergano n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Henri Sommer, de et à Genève, est administrateur unique avec signature individuelle. Nouvelle adresse: 50, rue du XXXI Décembre.

2 août 1965.
United Cigarettes Company Ltd, à Carouge (FOSC. du 9 juin 1965, page 1804). Samuel Campiche n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. Administration: Erich Eilebrecht-Kemena, président (inscrit), Louis Lefranc-Morin, vice-président (inscrit), Louis-Henri Mottet (inscrit), nommé secrétaire; Charles Falck (inscrit) et Henri Schmitt, de Genève, au Grand-Saconnex. Signature individuelle du président, du vice-président ou de Werner Hugli, de Mühledorf (Berne), à Genève, directeur, ou collective à deux des autres administrateurs; les pouvoirs de Louis-Henri Mottet et de Charles Falck sont modifiés dans ce sens. Procuration individuelle a été conférée à Nelly Dénéréaz, de Chardonne (Vaud), à Genève.

2 août 1965. Vermouths, vins, liqueurs.
Produits Martini et Rossi Société Anonyme pour la Suisse, à Genève, vermouths, vins et liqueurs (FOSC. du 12 novembre 1964, page 3412). Nouveau siège: Meyrin. Statuts modifiés le 25 juin 1965. Adresse: 267, route de Meyrin.

2 août 1965. Participations.
Distinvest SA, à Genève, participations à toutes entreprises commerciales, etc. (FOSC. du 31 juillet 1964, page 2361). Jean Brolliet, Roland Charpillod, Gabriel Badarau et Carl Hofmaier ne sont plus administrateurs; leurs pouvoirs sont radiés. Oscar Willy, de Wangs-Vilters (Saint Gall), à Genève, est administrateur unique avec signature individuelle. Nouvelle adresse: 25, route de Malagnou.

2 août 1965. Produits du sol, etc.
Inter-Protéine SA, à Genève, tous produits du sol, etc. (FOSC. du 3 février 1964, page 358). Capital porté de fr. 100 000 à fr. 200 000 par l'émission de 100 actions de fr. 1000, au porteur. Capital: fr. 200 000, entièrement versé, divisé en 200 actions de fr. 1000, au porteur. Statuts modifiés le 21 juillet 1965. Pierre Atteslander n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. François Bongard (inscrit jusqu'ici comme président) reste seul administrateur et engage désormais la société par sa signature individuelle.

2 août 1965. Vins, alcool, etc.
Sovial SA, à Thônex, société anonyme. Date des statuts: 23 juillet 1965. But: achat et vente de tous produits en particulier de vins, alcools, jus de fruits et autres boissons alcoolisées ou non. Capital: fr. 50 000, entièrement versé, divisé en 50 actions de fr. 1000, au porteur. Organe de publicité: Feuille officielle suisse du commerce. Administration d'un ou de plusieurs membres: Juliette Jullier, de Varen (Valais), à Thônex, administratrice unique avec signature individuelle. Adresse: 14 A, route de Jussy, chez Juliette Jullier.

Andere gesetzliche Publikationen — Autres publications légales

Geschäftseröffnungsverbot — Sperrfrist

(Ausverkaufsordnung vom 16. April 1947)

Dem Geschäftsinhaber, Herrn **Walter Christen,** Vertreter/Papeterie, Bütikofenstrasse, **Kirchberg,** wurde die Bewilligung zur Durchführung eines Totalausverkaufes erteilt. Die Sperrfrist wurde mit Gültigkeit für die ganze Schweiz **auf 3 Jahre** festgesetzt. (AA. 215)

3422 Kirchberg, 7. August 1965. **Der Gemeinderat Kirchberg (BE).**

Lebo GmbH. in Liq., Zug

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 823, 742 und 745 OR.

Erste Veröffentlichung

Die Gesellschafterversammlung hat am 2. August 1965 die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen. Demzufolge werden die Gläubiger, unter Hinweis auf Artikel 742 und 745 in Verbindung mit Art. 823 O.R. aufgefordert, ihre Ansprüche geltend zu machen. Die Anmeldungen sind am Sitz der Gesellschaft, Zug, Alpenstrasse 12, bis zum 13. September 1965 einzureichen.

6301 Zug, den 11. August 1965. (AA. 214³)

Der Liquidator: Ernst Freimann.

Binaria A.-G., Engelberg

Liquidations-Schuldenruf gemäss Artikel 742 und 745 OR.

Dritte Veröffentlichung

Eingabefrist für Gläubiger und Schuldner bis 15. September 1965.

(AA. 211¹)

6370 Stans/Engelberg, den 6. August 1965.

Der Liquidator:
Rechtsanwalt lic. jur. Otto Odermatt,
Engelbergstrasse 20, 6370 Stans.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum
Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

N° 210970. Date de dépôt: 9 mars 1965, 17 h.
Carlisle Chemical Works, INC., Reading (Ohio, USA).
Fabrication et commerce.

Antioxydants et stabilisants pour matières thermoplastiques notamment pour polyalcènes. (Cl. int. 1)

DISTERDAP

Nr. 210971. Hinterlegungsdatum: 30. April 1965, 12 Uhr.
E. Christen AG, Heumattstrasse 21, Basel. – Handel. – Uebertragung und Erneuerung der Marke Nr. 109948 von Riggenbach & Cie «Zum Arm», Basel. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 24. Januar 1965 an.

Tee. (Int. Kl. 30)

BUDDHA-TEE

N° 210972. Date de dépôt: 5 mai 1965, 18 h.
Ajinomoto Co., Inc., 7, 1-Chome, Takara-cho, Chuo-Ku, **Tokyo** (Japon).
Fabrication et commerce.

Produits alimentaires à base de protéines hydrolysées. (Cl. int. 29, 30)

PRO-AMI

Nr. 210973. Hinterlegungsdatum: 11. Mai 1965, 18 Uhr.
John Middleton, Inc., Church and Hillside Roads, **King of Prussia** (Pennsylvanien, USA). – Fabrikation und Handel.

Tabake. (Int. Kl. 34)

SUGAR BARREL

Nr. 210974. Hinterlegungsdatum: 11. Mai 1965, 18 Uhr.
John Midleton, Inc., Church and Hillside Roads, **King of Prussia** (Pennsylvanien, USA). – Fabrikation und Handel.

Tabake. (Int. Kl. 34)

MIDDLETON 5

Nr. 210975. Hinterlegungsdatum: 11. Mai 1965, 18 Uhr.
John Middleton, Inc., Church and Hillside Roads, **King of Prussia** (Pennsylvanien, USA). – Fabrikation und Handel.

Tabake. (Int. Kl. 34)

CHERRY

Nr. 210976. Hinterlegungsdatum: 14. Mai 1965, 17 Uhr.
Klosterfrau Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Klosterfrau Société à responsabilité limiteé) (Klosterfrau Company with limited liability), Postplatz 44, **Chur**. – Fabrikation und Handel.

Mittel zur Körper- und Schönheitspflege. (Int. Kl. 3)

PEDINETTE

Nr. 210977. Hinterlegungsdatum: 25. Mai 1965, 20 Uhr.
VEB Farbenfabrik Wolfen, Wolfen (Kreis Bitterfeld, Deutschland).
Fabrikation und Handel.

Arzneimittel, chemische Erzeugnisse für Heilzwecke und Gesundheitspflege, pharmazeutische Drogen, Entkeimungs- und Entwesungsmittel (Desinfektionsmittel), chemische Erzeugnisse für gewerbliche und wissenschaftliche Zwecke, Adsorptions-, Absorptions-, Wasseraufbereitungsmittel, Katalysatoren, Katalysatorträger, Kunstharze. (Int. Kl. 1, 5)

WOFATIT

Nr. 210978. Hinterlegungsdatum: 28. Mai 1965, 10 Uhr.
Magazine zur Rheinbrücke AG, Greifengasse 22, Basel. – Handel.

Damenstrümpfe aller Art. (Int. Kl. 25)

IMPERIAL

N° 210979. Date de dépôt: 3 juin 1965, 16 h.
Produits Chimiques et Peintures S.A. Sion, Sion (Valais).
Fabrication et commerce.

Couleurs et vernis pour le bâtiment et l'industrie. (Cl. int. 2)

RHÔNE-COLOR

N° 210980. Date de dépôt: 8 juin 1965, 22 h.
W. Werding, 25, avenue de Chailly, **Lausanne**. – Fabrication et commerce.

Instruments et appareils chirurgicaux, médicaux, vétérinaires. (Cl. int. 10)

ENDOCARDON

Nr. 210981. Hinterlegungsdatum: 11. Juni 1965, 18 Uhr.
Metrohm AG (Metrohm S.A.) (Metrohm Ltd.), Oberdorfstrasse 68, **Herisau** (Appenzell A.-Rh.). – Fabrikation und Handel. – Erneuerung mit erweiterter Warenangabe der Marke Nr. 196869. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 11. Juni 1965 an.

Geräte, Bestandteile und Uebertragungsmittel der Hochfrequenz-Technik und Elektro-Akustik; physikalisch-chemische Mess- und Regelgeräte einschliesslich Zubehör. (Int. Kl. 9)

METROHM

Nr. 210982. Hinterlegungsdatum: 14. Juni 1965, 18 Uhr.
Gold-Keks AG, Kölliken (Aargau). – Fabrikation.

Biskuits, Pâtisserie- und Konfiseriewaren. (Int. Kl. 30)

DOUBLE PLAISIR

N° 210983. Date de dépôt: 25 juin 1965, 21 h.
Hamilton Watch Company S.A., Faubourg du Lac 49, **Bienne**.
Fabrication et commerce.

Pièces d'horlogerie et leurs parties, bracelets de montres; bijouterie. (Cl. int. 14)

LADY HAMILTON

Nr. 210984. Hinterlegungsdatum: 30. Juni 1965, 20 Uhr.
L. Schaya, Sully-Watch, Bendicht-Rechberger-Strasse 5, **Biel**.
Fabrikation und Handel. – Uebertragung und Erneuerung der Marke Nr. 113451 von S. Schaya & Fils, Sully Watch, Biel. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 30. Juni 1965 an.

Uhren. (Int. Kl. 14)

SULLY WATCH

Nr. 210985. Hinterlegungsdatum: 30. Juni 1965, 14 Uhr.
A. Batschari, Manufacture de Cigarettes, Société Anonyme, 3, quai Jeanrenaud, **Neuenburg-Serrières**. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 112154. Sitz verlegt. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 30. Juni 1965 an.

Tabakfabrikate. (Int. Kl. 34)

LIBERTY

Nr. 210986. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111187. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Frostschutzmittel. (Int. Kl. 1)

FRIGORIN

Nr. 210987. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111188. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Chemisch-pharmazeutisches Produkt. (Int. Kl. 5)

FORMOSAPOL

Nr. 210988. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111189. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Chemisch-pharmazeutisches Produkt. (Int. Kl. 5)

SAPOCARBOL

Nr. 210989. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111293. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Pharmazeutische Präparate. (Int. Kl. 5)

DESPASMAN

Nr. 210990. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111294. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Pharmazeutische Präparate. (Int. Kl. 5)

MAGNOPYROL

Nr. 210991. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111295. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Pharmazeutische Präparate. (Int. Kl. 5)

PYROMAGNOL

Nr. 210992. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111328. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Pharmazeutisches Präparat. (Int. Kl. 5)

CHOLUMBRAL

Nr. 210993. Hinterlegungsdatum: 29. Juni 1965, 18 Uhr.
Siegfried Aktiengesellschaft, Zofingen. – Fabrikation und Handel. – Erneuerung der Marke Nr. 111329. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 29. Juni 1965 an.

Pharmazeutische Präparate. (Int. Kl. 5)

VASOCOR

Sitzverlegungen – Transferts de siège

Marken Nrn. 149734, 175576. – Schuh-Coop, Basel. – Sitz verlegt nach Industriestrasse 17, **Wangen bei Olten.** – Eingetragen den 23. Juli 1965.

Marke Nr. 185001. – Polasol AG, Zürich. – Sitz verlegt nach Zürichstrasse 3, **Küsnacht** (Zürich). – Eingetragen den 23. Juli 1965.

Einschränkungen der Warenangabe – Limitations de l'indication des produits

Marke Nr. 187483 (ERCORIL)

Ercopharm A/S, Kopenhagen (Dänemark). – Die Warenangabe wird wie folgt eingeschränkt: **Rezeptpflichtige Dragees und Ampullen gegen Magengeschwüre auf Propanthelinbromid-Basis und rezeptpflichtige Lotion gegen Schweiss auf Propanthelinbromid-Basis.** – Eingetragen den 20. Juli 1965.

Marke Nr. 198921 (BALAZONE)

Dow-Chemical International AG, Zürich. – Die Warenangabe wird eingeschränkt auf **«Bodenräuchermittel».** – Eingetragen den 20. Juli 1965.

Marken Nrn. 199954 (GIUBIMOL), 199956 (GIUBIDAL)

Società anonima del Linoleum di Giubiasco (Svizzera), Giubiasco (Tessin). – Die Warenangabe wird wie folgt eingeschränkt: **Bodenbeläge.** – Eingetragen den 20. Juli 1965.

Marke Nr. 203425 (fig.)

World Wildlife Fund, Zürich. – Die Warenliste wird eingeschränkt durch die Streichung der Angaben **«Gespinstfasern, Garne, Webstoffe, Bett- und Tischdecken, Textilwaren, Bekleidungsstücke, einschliesslich Stiefel, Schuhe und Pantoffeln, Spitzen und Stickereien, Bänder und Schnürsenkel, Knöpfe.** – Eingetragen den 20. Juli 1965.

Marke Nr. 205856 (DONIL)

Henkel & Cie AG, Pratteln (Baselland). – Die Warenangabe wird wie folgt eingeschränkt: **Seifen, Wasch-, Feinwasch-, Bleich-, Spül, Einweich-, Abwasch- und Reinigungsmittel für Haushaltzwecke; Soda, Bleichsoda, Stärke und Stärkeerzeugnisse für Waschzwecke; Putz- und Poliermittel aller Art, Reinigungsmittel für Kraftfahrzeuge.** – Eingetragen den 20. Juli 1965.

Berichtigung – Rectification

Marke Nr. 210273 (TEFLEMETER). – Dr. sc. techn. Arnold U. Huggenberger, Zürich. – Bei der obgenannten Marke handelt es sich um eine Erneuerung mit abgeänderter Warenangabe der Marke Nr. 111924. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 14. Mai 1965 an. – Eingetragen den 21. Juli 1965.

Radiations – Löschungen

Marque N° 203508 (MR. SUN)

Mundipharma AG, Rheinfelden (Argovie). – Radiée le 20 juillet 1965 à la demande de la titulaire.

Marke Nr. 205472 (LODRINAL

J. R. Geigy AG, Basel. – Gelöscht am 20. Juli 1965 auf Ansuchen der Markeninhaberin.

Marque N° 207950 (DIACEL)

Zyma S.A., Nyon (Vaud). – Radiée le 20 juillet 1965 à la demande de la titulaire.

Marke Nr. 209547 (BENERIC)

F. Hoffmann-La Roche & Co. Aktiengesellschaft, Basel. – Gelöscht am 20. Juli 1965 auf Ansuchen der Markeninhaberin.

Berichtigte Publikation – Publication rectifiée

Marken Nrn. 195858 – 195861, 197171, 197172. – Lumar AG Uhrenfabrik, Lengnau bei Biel, Lengnau (Bern). – Firma geändert in **Jenny & Cie S.A., Fabrique d'horlogerie, Lengnau près Bienne.** – Eingetragen den 13. Juli 1965.

Marken Nrn. 197242, 198280, 198742, 199061. – Luvar Jenny & Cie S.A., Fabrique d'horlogerie, Lengnau près Bienne, Lengnau (Bern). – Firma geändert in **Jenny & Cie S.A., Fabrique d'horlogerie, Lengnau près Bienne.** – Eingetragen den 13. Juli 1965.

Marke Nr. 210307. – Rothmans of Pall Mall Ltd., Zürich. – Die Warenangabe wird wie folgt berichtigt: **Roher und verarbeiteter Tabak; Raucherartikel; Zündhölzer.** – Eingetragen den 23. Juli 1965.

Löschung – Radiation

Marke Nr. 189206 (FIORIN)

Chemische Fabrik Schweizerhall, Basel. – Gelöscht am 23. Juli 1965 auf Ansuchen der Markeninhaberin.

La Genevoise, Compagnie générale d'Assurances, Genève

Bilan au 31 décembre 1964

Actif

	Fr.
Engagements des actionnaires ou titulaires de parts sociales	2 500 000.—
Valeurs mobilières:	
Obligations et lettres de gage	4 965 855.—
Actions d'entreprises d'assurances	92 880.—
Autres actions	509 343.—
Créances inscrites dans des livres de dettes publiques	100 000.—
Titres de gage immobilier	3 358 000.—
Immeubles	1 454 823.65
Prêts à des sociétés immobilières	386 000.—
Espèces en caisse et avoirs en compte de chèques postaux	89 646.57
Avoirs en banques	114 335.26
Avoirs auprès d'agents et de preneurs d'assurance	647 679.—
Comptes courants créditeurs auprès d'entreprises d'assurances et de réassurances	328 418.20
Dépôts pour réassurances acceptées	72 219.64
Prorata d'intérêts et loyers	112 231.—
Autres actifs	67 212.03
	14 798 643.35

Genève, le 30 juin 1965

Passif

	Fr.
Fonds propres:	
Capital social	5 000 000.—
Fonds de réserve	40 000.—
Réserves techniques, réassurances déduites:	
Réserve pour risques en cours	2 673 000.—
Réserves mathématiques des rentes en cours	8 892.—
Réserve pour sinistres à régler	6 004 000.—
Comptes courants débiteurs auprès d'entreprises d'assurances et de réassurances	143 149.48
Dépôts pour réassurances cédées	13 484.71
Engagements:	
envers des agents	418 412.50
Cautionnements	32 523.50
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	122 912.75
Autres passifs	319 560.20
Bénéfice	22 708.21
	14 798 643.35

La Genevoise, Compagnie générale d'Assurances
Hugues Bonhôte

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Europäische Freihandelsassoziation (EFTA)

Lockerung der Versandbestimmungen in der EFTA

Gemäss Artikel 4, Ziff. 1 des EFTA-Uebereinkommens wird die Zollbehandlung der Zone nur für solche Waren mit EFTA-Ursprung gewährt, die vom Gebiet eines Mitgliedstaates nach dem Gebiet des einführenden Mitgliedstaates versandt werden (Versandbedingung). Dies bedingt, dass eine Ware schon bei der Ausfuhr aus einem Mitgliedstaat für den einführenden Mitgliedstaat bestimmt gewesen ist, und dass dem Transport zwischen diesen beiden Ländern eine gewisse Unmittelbarkeit zukommt. Diese Voraussetzungen treffen dann zu, wenn in der Rubrik «Empfänger» des urkundlichen Ursprungsnachweises ein Adressat in einem EFTA-Bestimmungsland angegeben ist und die Sendung mit einem in einem Mitgliedstaat ausgestellten auf einen Bestimmungsort im einführenden Mitgliedstaat lautenden direkten Frachtdokument befördert wird, oder wenn die Sendung in einem Nicht-Mitgliedstaat (mit oder ohne Umschlag) unmittelbar reexpediert wird. Im letzteren Falle können die Zollbehörden des Bestimmungslandes verlangen, dass die Tatsache der unmittelbaren Beförderung durch zusätzliche Unterlagen (Faktura, Lieferschein, Speditionsauftrag, Korrespondenzen usw.) belegt wird.

Um den im internationalen Zwischenhandel bestehenden besonderen Verhältnissen Rechnung zu tragen hat der EFTA-Rat mit Beschluss vom 22. Juli 1965 im Sinne einer Ausnahme von der oben genannten Versandbedingung verfügt, dass für die in einem Zollager ausserhalb der Zone eingelagerten Waren mit EFTA-Ursprung, die von dort aus nach einem Mitgliedstaat weiter versandt werden, die Zollbehandlung der Zone beansprucht werden kann. Diese Erleichterung, die am **1. Oktober 1965** in Kraft tritt, ist an die Bedingung geknüpft, dass die betreffenden Waren

a) aus einem Mitgliedstaat nach dem Zollager ausserhalb der Zone versandt worden sind;
b) in diesem Lager unter dauernder Zollüberwachung standen und unter solchen Bedingungen eingelagert waren, welche eine Substitution oder eine Vermischung mit andern Gütern ausschliesst;
c) innert 12 Monaten seit ihrer Ausfuhr aus dem Mitgliedstaat zur Einfuhrzollbehandlung (Zollbehandlung der Zone) angemeldet werden; und
d) ausserhalb der Zone keine Veränderung erfahren haben, ausgenommen ein allfälliges Auswechseln der äusseren Umschliessung (jedoch nicht ein Umpacken in Detailhandelsumschliessungen).

Als Zollager in diesem Sinne gelten nur solche Lager, in denen die Waren unter direkter Zollüberwachung gelagert werden und allfällige Manipulationen an den Waren nur mit Bewilligung und im Beisein der zuständigen Zollbehörden vorgenommen werden können. Waren die aus Freihäfen, Freizonen oder aus den in Deutschland bestehenden sogenannten Zollaufschublagern nach einem Mitgliedstaat versandt werden, gelangen nicht in den Genuss dieser Erleichterung, da diese Lager die vorstehenden Bedingungen nicht erfüllen. Ein unzulässiges Umpacken in Detailhandelsumschliessungen liegt dann vor, wenn Waren ausserhalb der Zone in einer Weise verpackt oder aufgemacht werden, wie sie durch ein Unternehmen des Detailhandels im Klein- oder Einzelverkauf an den Käufer abgegeben werden.

Für die im einführenden Mitgliedstaat zur Zollbehandlung der Zone angemeldeten Waren ist wie bisher der durch den Zonenproduzenten bzw. Exporteur auszustellende übliche urkundliche Ursprungsnachweis vorzulegen, der folgende zusätzliche Angaben zu enthalten hat:

a) Bezeichnung des Zollagers ausserhalb der Zone (bei den Formularen 1,1 [Ersatzteile], 2 und 3 in der Rubrik «Empfänger»; bei den mit der Rechnung kombinierten Ursprungserklärungen gemäss Formular 1a oder 1b, in unmittelbarer Nähe der Ursprungserklärung);
b) Datum der Ausfuhr aus dem Mitgliedstaat.

In der Rubrik «Zeichen und Nummern der Packstücke» sind die ursprünglich bei der Ausfuhr aus dem Mitgliedstaat vorhandenen Zeichen und Nummern anzugeben.

Das Vorhandensein der übrigen Voraussetzungen ist durch eine Bescheinigung der für das betreffende Zollager zuständigen Zollbehörde nachzuweisen. Diese Bescheinigung soll normalerweise folgende Angaben enthalten:

a) Datum der Einlagerung;
b) Zeichen und Nummern und Anzahl der eingelagerten Packstücke;
c) nähere Bezeichnung der eingelagerten Waren, mit Angabe der Menge und, wenn möglich, des Wertes;
d) Datum der Auslagerung;
e) Zeichen und Nummern und Anzahl der ausgelagerten Packstücke, sofern ein Umpacken stattgefunden hat;
f) nähere Bezeichnung der ausgelagerten Waren, unter Angabe der Menge und, wenn möglich, des Wertes;
g) Bestätigung, wonach die Waren während der Lagerung ununterbrochen unter Zollüberwachung gestanden haben und, mit Ausnahme eines allfälligen Umpackens in andere äussere Umschliessungen, nicht verändert worden sind;
h) Bestätigung, wonach ein allfälliges Umpacken unter Zollüberwachung erfolgte;
i) Amtsstempel und Unterschrift des zuständigen Beamten.

Es ist in jedem Falle Sache des Zollpflichtigen, für die Beschaffung der für die Zollbehandlung der Zone erforderlichen Nachweise besorgt zu sein. Firmen, die beabsichtigen von der gebotenen Erleichterung Gebrauch zu machen, haben sich selbst im voraus zu vergewissern, dass das zur Einlagerung vorgesehene Zollager ausserhalb der Zone den aufgestellten Bedingungen hinsichtlich der Zollüberwachung und der zollsicheren Lagerung entspricht, und dass die dafür zuständigen Zollbehörden bereit sind, eine Bescheinigung mit dem vorgeschriebenen Inhalt abzugeben. Können die erforderlichen Nachweise nicht erbracht werden, so besteht kein Anspruch auf Zollbehandlung der Zone. Bei der Einfuhr in die Schweiz wird, bei fehlenden oder unvollständigen Nachweisen, auf Antrag eine provisorische Einfuhrverzollung unter Sicherstellung des vollen Zolles vorgenommen und die Differenz zum ermässigten EFTA-Zollansatz unter Berechnung einer Gebühr rückerstattet, sofern die verlangten Nachweise innert 60 Tagen vorgelegt werden.

Die neuen Bestimmungen, die auch für das mit der EFTA assoziierte Finnland gelten, bleiben vorderhand bis zum 31. Dezember 1966 in Kraft. Der EFTA-Rat wird vor diesem Zeitpunkt die getroffene Regelung im Lichte der bis dahin gesammelten praktischen Erfahrungen überprüfen und entscheiden, ob und in welcher Form diese Erleichterungen weiterhin zur Anwendung gelangen sollen. 185. 11. 8. 65.

Association européenne de libre-échange (AELE)

Assouplissement des dispositions AELE en matière d'expédition

Aux termes de l'art. 4, chif. 1 de la convention AELE, le régime tarifaire de la Zone n'est accordé que pour les marchandises d'origine AELE qui sont expédiées d'un Etat membre à destination du territoire de l'Etat membre importateur (condition en matière d'expédition). Cela implique qu'une marchandise soit, déjà lors de l'exportation en provenance d'un Etat membre, destinée à l'Etat membre importateur et que le transport entre ces deux pays soit pratiquement ininterrompu. Ces conditions sont remplies lorsque la rubrique «Destinataire» de la preuve documentaire de l'origine porte un destinataire dans un pays de destination AELE et que l'envoi est transporté sous titre de transport direct établi dans un Etat membre et indiquant une destination dans l'Etat membre importateur, ou lorsque l'envoi est réexpédié directement dans un Etat non membre (avec ou sans transbordement). Dans ce dernier cas, les autorités douanières du pays de destination peuvent demander des pièces à l'appui du transport ininterrompu (facture, bulletin de livraison, ordre d'expédition, correspondance, etc.).

En vue de tenir compte de la situation spéciale du commerce international, le Conseil AELE a, par décision du 22 juillet 1965, décrété une exception à la condition d'expédition précitée, en ce sens que les marchandises AELE entreposées dans un entrepôt douanier en dehors de la Zone, d'où elles sont expédiées à destination d'un Etat membre, peuvent bénéficier du régime tarifaire de la Zone. Cet allégement entre en vigueur le **1er octobre 1965**. Il est subordonné à la condition que les marchandises

a) aient été expédiées d'un Etat membre à destination d'un entrepôt douanier hors de la Zone;
b) aient séjourné dans cet entrepôt sous surveillance douanière permanente et y aient été entreposées dans des conditions excluant toute possibilité d'échange ou de mélange avec d'autres marchandises;
c) soient annoncées en vue du dédouanement (régime tarifaire de la Zone) dans le délai de 12 mois à compter de leur exportation en provenance de l'Etat membre; et
d) n'aient subi aucune modification hors de la Zone, à part un réemballage (mais non dans des emballages pour la vente au détail).

Sont réputés entrepôts douaniers au sens précité uniquement les entrepôts dans lesquels les marchandises sont placées sous surveillance directe de la douane et où les manipulations ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation et en présence des autorités douanières compétentes. Les marchandises expédiées à destination d'un Etat membre en provenance de ports francs, de zones franches ou d'entrepôts allemands dits «Zollaufschublager» ne bénéficient pas de l'allégement, car ces entrepôts ne remplissent pas les conditions précitées. On considère comme réemballage dans des emballages servant habituellement à la vente au détail le fait que les marchandises sont emballées ou conditionnées comme lorsqu'elles sont remises à l'acheteur, dans un magasin, lors de la vente au détail ou par pièce.

La preuve documentaire de l'origine établie par le producteur zonien ou l'exportateur doit, comme jusqu'à présent, être présentée pour les marchandises annoncées en vue du dédouanement au régime tarifaire de la Zone dans l'Etat membre importateur; elle doit contenir les indications supplémentaires ci-après:

a) désignation de l'entrepôt douanier hors de la Zone (sur les form. 1,1 [pièces de rechange], 2 et 3: dans la rubrique «Destinataire»; sur les déclarations d'origine selon form. 1a ou 1b, combinées avec la facture: à proximité immédiate de la déclaration d'origine);
b) date de l'exportation en provenance de l'Etat membre.

Les marques et numéros que portaient les colis lors de l'exportation en provenance de l'Etat membre figureront dans la rubrique «Marques et numéros des colis».

L'envoi sera accompagné d'une attestation de l'autorité douanière compétente pour l'entrepôt douanier en question, certifiant que les autres conditions sont remplies. D'une manière générale, cette attestation contiendra les données suivantes:

a) date de l'entreposage;
b) marques, numéros et nombre des colis entreposés;
c) désignation précise des marchandises entreposées, avec indication de la quantité et, si possible, de la valeur;
d) date de la sortie de l'entrepôt;
e) marques, numéros et nombre des colis sortis de l'entrepôt, en tant que la marchandise a été réemballée;
f) désignation précise des marchandises sorties de l'entrepôt, avec indication de la quantité et, si possible, de la valeur;
g) attestation selon laquelle les marchandises ont séjourné dans l'entrepôt en question sous surveillance douanière permanente et n'ont subi aucune modification, à part un réemballage éventuel;
h) dans le cas d'un réemballage, attestation selon laquelle cette opération a eu lieu sous surveillance douanière;
i) empreinte du timbre officiel et signature du fonctionnaire compétent.

Il incombe toujours à l'assujetti de se procurer les preuves nécessaires en vue de la mise au bénéfice du régime tarifaire de la Zone. Les maisons qui se proposent de faire usage de l'allégement s'assureront préalablement que l'entrepôt douanier hors de la Zone remplit les conditions requises en ce qui concerne la surveillance douanière et l'entreposage sous douane; elles s'assureront aussi que les autorités douanières compétentes sont disposées à délivrer une attestation en bonne et due forme. L'assujetti qui n'est pas à même de présenter les preuves nécessaires n'a pas droit au régime tarifaire de la Zone. Si les preuves font défaut ou sont incomplètes lors de l'importation en Suisse, l'assujetti peut demander le dédouanement provisoire moyennant garantie des droits de douane normaux; la différence entre ces droits et les droits calculés aux taux AELE est remboursée après déduction d'un émolument, en tant que les preuves requises sont présentées dans le délai de 60 jours.

Les nouvelles dispositions sont aussi applicables à la Finlande, pays associé à l'AELE; elles sont valables d'abord jusqu'au 31 décembre 1966. Avant l'expiration de ce délai, le Conseil AELE examinera le système à la lumière des expériences recueillies, puis décidera si et sous quelle forme ces allégements peuvent être maintenus par la suite. 185. 11. 8. 65.

Schweizerische Nationalbank — Banque nationale suisse

Ausweis — Situation 6. August / août 1965

Aktiven – Actif	Fr.	Veränderungen *Changements* Fr.
Goldbestand – *Encaisse or*	11 480 834 867.30	— 8 435 816.05
Devisen – *Devises*	1 014 713 188.66	+ 115 857 440.55
Kursgesicherte Guthaben bei ausländischen Notenbanken – *Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères*	458 670 000.—	—.—
Inlandportefeuille – Portefeuille effets sur la Suisse		
Wechsel – *Effets de change*	83 436 828.51	
Schatzanweisungen des Bundes – *Bons du Trésor de la Confédération suisse*	250 000.—	+ 169 974.60
Lombardvorschüsse – *Avances sur nantissement*	29 639 378.08	+ 8 593 424.41
Ausländische Schatzanweisungen in sFr. – *Bons du Trésor étrangers en fr. s.*	432 000 000.—	—.—
Wertschriften – *Titres*		
deckungsfähige – *pouvant servir de couverture*	660 800.—	
andere – *autres*	83 820 001.—	+ 1 136 000.—
Korrespondenten – *Correspondants*		
im Inland – *en Suisse*	8 484 751.26	
im Ausland – *à l'étranger*	15 723 579.87	— 15 592 738.49
Sonstige Aktiven – *Autres postes de l'actif*	51 096 308.84	— 674 420.05
Zusammen – *Total*	13 659 329 703.52	

Passiven – Passif		
Eigene Gelder – *Fonds propres*	57 000 000.—	—.—
Notenumlauf – *Billets en circulation*	9 115 853 950.—	— 214 663 770.—
Täglich fällige Verbindlichkeiten – *Engagements à vue:*		
Girorechnungen von Banken, Handel und Industrie – *Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie*	2 077 267 684.91	
übrige täglich fällige Verbindlichkeiten – *autres engagements à vue*	460 293 751.96	+ 253 674 393.51
Girorechnungen von Banken mit vorübergehender zeitlicher Bindung – *Comptes de virements de banques temporairement liés*	1 035 000 000.—	—.—
Verbindlichkeiten auf Zeit – *Engagements à terme*	625 000 000.—	+ 70 000 000.—
Pflichtdepots gemäss Bundesbeschluss vom 13. März 1964 – *Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964*	2 198 334.—	— 376 000.—
Sonstige Passiven – *Autres postes du passif*	286 715 982.65	— 7 580 758.54
Zusammen – *Total*	13 659 329 703.52	

Offizieller Diskontosatz seit 3. 7. 64 – *Taux officiel d'escomptе depuis le 3. 7. 64:* 2½%
Offizieller Lombardzinsfuss seit 3. 7. 64 – *Taux officiel pour avance depuis le 3. 7. 64:* 3½%

Spezialdiskontosätze für Pflichtlagerwechsel seit 6. Juli 1964

Taux spéciaux d'escompte pour effets de stocks obligatoires depuis le 6 juillet 1964

a) für Pflichtlager in Lebens- und Futtermitteln, *pour stocks obligatoires de denrées alimentaires et fourrages* 2¼%
b) für übrige Pflichtlager *pour autres stocks obligatoires* 2½%

185. 11. 8. 65.

France

Loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service

Appliquant, avec effet au 1er août 1965, la loi française N° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service[1]) le décret N° 65-621 du 27 juillet dernier, publié dans le «Journal Officiel de la République française» du 29 du même mois, a déterminé les formalités à remplir pour le dépôt de ces marques, fixé les modalités de leur enregistrement, de leur publication au bulletin officiel de la propriété industrielle et de leur inscription au registre national des marques[2]) et défini les conditions dans lesquelles on peut renoncer aux effets du dépôt. Des dispositions particulières réglementent en outre le dépôt et l'enregistrement des marques collectives et établissent la procédure à appliquer lorsque le propriétaire d'une marque entend faire procéder à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits ou des services qu'il prétend marqués, livrés ou fournis à son préjudice en violation de la loi. Prévoyant des dispositions transitoires – notamment pour les enregistrements ou les dépôts de marques effectués en exécution de certains accords internationaux – le décret est applicable dans les territoires français d'outre-mer. Il est complété par l'arrêté du 27 juillet 1965, inséré également au «Journal Officiel de la République française» du 29 du même mois, donnant entre autres diverses précisions sur les renseignements que doivent contenir les demandes d'enregistrements des marques à établir d'après un modèle annexé à l'arrêté, l'établissement des modèles des marques, la publication de ces dernières au bulletin officiel de la propriété industrielle ainsi que sur leur inscription au registre national des marques. Cet arrêté est aussi entré en vigueur le 1er août 1965.

Le même quotidien a publié par ailleurs le décret N° 65-622 du 27 juillet dernier – applicable aux territoires d'outre-mer français et abrogeant toutes dispositions contraires – qui détermine en particulier les modalités de perception des taxes et redevances lors du dépôt de demandes de brevets d'invention, de marques, de dessins et modèles et d'inscriptions au registre national des marques. Quant aux montants des taxes perçues en matière de marques de fabrique, de commerce, de service ou de brevets d'invention, ils ont été fixés par deux arrêtés du 27 juillet 1965 reproduits dans le «Journal Officiel de la République française» du 29 du même mois.

La division du commerce du DEP., à Berne, donnera de plus amples informations au sujet des dispositions d'application prémentionnées aux intéressés qui lui en feront la demande par écrit.

---

[1]) Voir FOSC. N° 12 du 16 janvier 1965.
[2]) Ce registre est tenu par l'institut national de la propriété industrielle.

185. 11. 8. 65.

Dividenden und Renditen schweiz. Aktien im Jahre 1963

Im Juliheft der vom EVD herausgegebenen Monatszeitschrift **Die Volkswirtschaft** sind die **Ergebnisse der Erhebungen in den Militärbetrieben und in den Werkstätten der Schweizerischen Bundesbahnen** im Jahre 1964 veröffentlicht. Die durchschnittlichen Verdienste sind im Berichtsjahr der Einführung des Stadtzuschlags wegen in den grösseren Gemeinden stärker angestiegen als in kleineren oder ländlichen Orten. Eine allgemeine Verbesserung der Durchschnittsverdienste bewirkten die weiteren, mit der Revision des Beamtengesetzes auf den 1. Januar 1964 in Kraft getretenen Massnahmen.

Das gleiche Heft bringt ferner die Resultate einer Untersuchung über die **berufliche Stellung der neueingereisten kontrollpflichtigen ausländischen Arbeitskräfte.** Der Anteil der gelernten und angelernten Arbeitskräfte am Total der erstmaligen Aufenthaltsbewilligungen ist von 1959 bis 1964 von 64,2 % auf 52, 4% zurückgegangen.

Neben den üblichen Uebersichten aus den verschiedensten Gebieten der schweizerischen Volkswirtschaft orientiert das Juliheft über die **Dividenden und Renditen** der schweizerischen Aktien im Jahre 1963, über **Wirtschaftsvereinbarungen mit dem Ausland** im ersten Halbjahr 1965 usw.

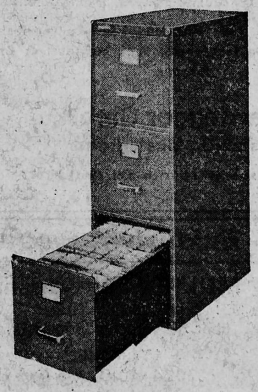
Der Juliausgabe ist auch die Mitteilung Nr. 172 der Kommission für Konjunkturbeobachtung **«Die Ertragsbilanz der Schweiz im Jahre 1964»** beigelegt.

Die Einzelnummer der Zeitschrift kostet **Fr. 2.—**, das Jahresabonnement **Fr. 20.50** (nur ab Januar). Bestellungen für **Abonnemente und Einzelnummern** sind an den Verlag zu richten: **Schweizerisches Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, 3000 Bern, Postcheckrechnung 30-520.**

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern.

NOVA-Stahlmöbel

NOVA



seit mehr als
25 Jahren
überall verwendet
und beliebt

NOVEX AG
Torgasse 2
8024 Zürich
Tel. (051) 34 77 18

Kraftwerke Sernf-Niederenbach AG., Schwanden

3½%-Anleihe 1960 von Fr. 6000000

Gemäss den Emissionsbedingungen sind dieses Jahr von der Anleihe Fr. 400 000 nominal mittels Auslosung zu tilgen. Diese Auslosung wurde heute in den Büros der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich, vorgenommen. Die Titel, deren Nummern nachstehend aufgeführt sind, gelangen ab 30. November 1965 zu pari zur Rückzahlung und sind zu diesem Zweck mit sämtlichen unverfallenen Coupons bei den offiziellen Zahlstellen einzureichen.

211/20	751/60	2251/60	3371/80	4861/70
221/30	971/80	2381/90	3461/70	5031/40
271/80	1261/70	2531/40	4181/90	5111/20
291/300	1271/80	2601/10	4191/200	5191/300
311/20	1411/20	2841/50	4271/80	5431/40
461/70	1721/30	2851/60	4421/30	5621/30
571/80	1811/20	2911/20	4511/20	5821/30
661/70	2191/200	3211/20	4591/600	5901/10

Die Verzinsung dieser Stücke hört mit dem Verfalltag auf.

4. August 1965 **Kraftwerke Sernf-Niederenbach AG.**

Wohlen–Meisterschwanden-Bahn

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Donnerstag, den 26. August 1965, 15.30 Uhr, im Gasthof Bären, in Fahrwangen.

Traktanden:

1. Protokoll.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Rechnungen und der Bilanz pro 1964 sowie des Berichtes der Rechnungsrevisoren und Décharge-Erteilung an die Verwaltungsorgane. Verwendung des Aktivsaldos.
3. Wahl der Rechnungsrevisoren.
4. Verschiedenes.

Rechnungen, Geschäftsbericht und Revisorenbericht liegen vom 16. August 1965 an auf dem Betriebsbüro in Bremgarten auf, wo auch gedruckte Geschäftsberichte bezogen werden können. Der Aktienausweis berechtigt am 26. August 1965 zur freien Fahrt nach Fahrwangen-Meisterschwanden.

Stimmausweise: Stimmausweise zur Teilnahme an der Generalversammlung können durch **verbindlichen** Nachweis über den Aktienbesitz (Aktien oder Bankdepotscheine) bei der Bahnverwaltung vorbezogen werden (gilt auch für juristische Personen).

Wohlen, 8. Juli 1965 **Der Präsident des Verwaltungsrates:**
Hans Rey, Notar

FIDINVEST S.A., Lugano

Via della Posta 4

Assemblea generale straordinaria

Gli azionisti della Fidinvest S.A.-A.G. Ltd. sono convocati in

assemblea generale straordinaria

per il giorno 21 agosto 1965, alle ore 10.00, alla sede della società in via della Posta 4, per decidere sul seguente ordine del giorno:

1° Modifiche in seno al consiglio di amministrazione.
2° Cambiamento recapito sede Ginevrina.
3° Eventuali.

L'amministrazione

BREMGARTEN - Aargau

Hotel-Restaurant Krone

Gänzlich neu, schöne Zimmer, heimelige Räume für Hochzeiten, Taufen und Konferenzen. Gepflegte Menus und à la carte. Vollautomatische Kegelbahnen

Fam. A. Spring-Mathis Telephon (057) 7 63 43

Im

Restaurant Linde, Stettlen

finden Sie heimelige Lokale für jeden Anlass. - Bekannt für seine Küchenspezialitäten.

Telephon 67 10 06 R. Bergmann

BERN

Restaurant zur Innern Enge

Verschiedene Räumlichkeiten für jeden Anlass. Grosser Parkplatz.

Heinz Gerber Telephon (031) 23 14 42

HOTEL TOURING & RED OX BASEL

CHINA RESTAURANT GOLDEN DRAGON

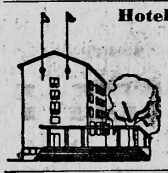
SPEZIALITÄTEN RESTAURANT PAUL'S RED OX GRILL & BAR

BADEN

Speiserestaurant Badenerhof

Das vorzügliche Passanten- nnd Familienrestanrant am Bahnhofplatz, für alle Ansprüche. - Grosse Terrasse - Parkplatz.

Telephon (056) 2 42 22 K. Zmllacher-Magg



Hotel Volkshaus, Winterthur

Tel. (052) 2 82 51 - Dir. H. Zaugg

Wenn Sie das nächste Mal nach Winterthur kommen und eine freundliche Gaststätte suchen, dann kommen Sie zu uns ins Volkshaus. Alle Zimmer mit fliessendem Wasser. Grosse und kleine Säle (20 bis 1100 Personen fassend) für Anlässe jeder Art. - Vorzügliches Spezialrestaurant. - Grosser Parkplatz.

Rasche und gute Bedienung in der

Krone Spiez

Mit höflicher Empfehlung:
H. Mosimann Tel. (033) 7 81 31

Gepflegte Menns Spezialitäten à la carte

P

Renovierte Zimmer Diverse Säli

W. Dällenbach Küchenchef

Hotel Restaurant Astoria Luzern

Sitzungszimmer und Konferenzräume bis zu 150 Personen.

Winter-Zimmer-Arrengement, alles inbegriffen, Fr. 20.50.

Perking.

Pilatusstrasse 29, Telephon 041 / 2 62 26, Telex: 6 82 20

BERN

Rovina's DE LA PAIX

5 Lokale

Nicht nur bekannt, sondern auch sehr beliebt.

Schanplatzgasse / Gurtengasse

THUN

Restaurant Maulbeerbaum

bekannt für gute Küche. Nene Kegelbahn. Jeden zweiten Dienstag geschlossen

Telephon (033) 2 35 69 Besitzer Bühler und Schmid

Ochsen

Hotel nnd Metzgerei Brunner

Neue Zimmer mit Duschen

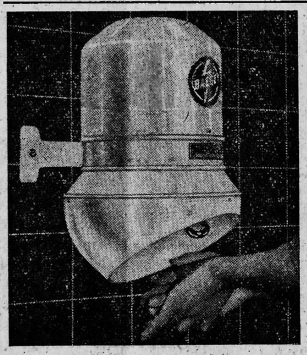
GOSSAU

5.—12. September 1965

LEIPZIG

der international anerkannte Konsumgütermarkt, das Zentrum des Ost-West-Handels, erwartet Ihren Besuch zur Herbstmesse im Jubiläumsjahr. 6500 Aussteller aus 65 Ländern handeln und verhandeln hier mit fast einer Viertelmillion sachverständigen, kaufinteressierten Besuchern aus allen Kontinenten. Sparen Sie kostbare Zeit, nutzen Sie den Vorteil eines universalen, in 30 Branchen übersichtlich gegliederten Angebots von Spitzenerzeugnissen und Neuheiten in Konsumgütern und technischen Gebrauchsgütern für raschen Vergleich, sichere Auswahl und günstigen Einkauf! Interessieren wird auch Intermess III, eine internationale Briefmarkenschau der Messestädte. Leipzig ist eine Reise wert! Auskünfte und Nachweis von Bezugsquellen: Leipziger Messeamt, Markt 14, 701 Leipzig. Telex: 051/294. - Messeausweise bei Reisebüros und an den Grenzübergangsstellen der DDR.

800 JAHRE LEIPZIGER MESSE



Mit dem Baege-Händetrockner nie mehr schmutzige und zerrissene Handtücher.

Verlangen Sie bitte Prospekt bei der Generalvertretung

W. Baumann

Basel, Thiersteinerallee 29, Tel. 061/34 18 11

Günstig abzugeben, auch gegen WIR

einige Rechenmaschinen

voll- und halbautomatisch, in einwandfreiem Zustand.

Postfach 2353, 8023 Zürich.

Kaufmann (Prokurist), 32-jährig, Muttersprache deutsch, gute Französischkenntnisse, sucht neuen verantwortungsvollen

Wirkungskreis

mehrjährige Berufserfahrung, speziell auf dem Gebiet der Lohn- und Finanzbuchhaltung, bilanzsicher.

Offerten erbeten unter Chiffre K 2723 Publicitas, 8750 Glarus.

INKASSO

in der ganzen Schweiz

Inkassobüro Confidentia GmbH

Bürgerhaus, Bern, Tel. (031) 22 19 05

FOSC. c'est s'assurer le succès. Insérer dans la

Gute Stempel von Memmel

Memmel & Co AG
4000 Basel
Bäumleingasse 6
Tel. 061-246644

Umgezogen

Mannesmann Fässer und Behälter

Eisenfass-zubehör Hahnen, Pumpen, Transportgeräte

jetzt

JACCAZ Althardstr. 257, 8105 Regensdorf
Tel. (051) 94 49 97

NATIONAL-Buchungsautomaten

rebuilt

mit Schreibmaschine und Kurztext
4–25 Zählwerke ab Fr. 5000.—
mit Organisation
mit Garantie
mit Service
Ia Referenzen

Unverbindliche Vorführung und Beratung

REBUMA SUTER AG., 8045 ZÜRICH

Uetlibergstrasse 350 – Tel. (051) 33 66 36

Einbauten

in Ladenmöbel für Uhren, Schmuck, Brillen, Bestecke usw. in allen gewünschten Materialien und Ausführungen.

Neuanfertigung von Vitrinen, Klein-Ladenmöbeln usw. prompt und fachgerecht dank langjähriger Erfahrung.

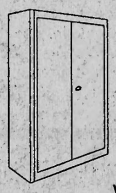
N. Hardegger GmbH.

Etuisfabrik, Musterkoffer

Kempterstrasse 5, 8032 Zürich, Tel. (051) 32 67 96

Vertrieb: K. Herzog AG

Strafor - Exklusiv-Angebot



MULTEX-Büroschränke

an- und umbaubar
über 50 verschiedene Modelle

TYP UHBE
2024 x 1010 x 415 mm
mit Sicherheitsschloss und
4 verstellbaren Zwischentablaren

Fr. 523.–

Weitere Modelle schon ab Fr. 314.–

Strafor AG., Bern, Beatusstrasse 38
Telefon (031) 44 73 01
Filialen in Zürich, Basel, Bern und Genf

Im SHAB. werden regelmässig die neuesten Fabrik- und Handelsmarken publiziert. Nutzen Sie diese Tatsache – inserieren Sie!